

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye Géopolitique et stratégie

N° 11 du 08 au 10.04.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

Nous allons nous emparer de sept pays en cinq ans, commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran »

L'Otan mise en cause.

Nous n'étions pas informés que les forces de l'opposition utilisaient des tanks...

Manlio Dinucci : Préparation du débarquement des troupes en Libye.

1 Vidéo

1-1 Vidéo : Thierry Meyssan à propos de la guerre en Libye.

2 Dossiers

2-1 La Boîte de Pandore a été ouverte en Libye.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Pathé Mmodje : Les Pieds Nickelés, Bras Armé de l'Occident Chrétien en Croisade.

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

4-1 Yahia Gouasmi : De la Libye à la Côte d'Ivoire, la colonisation française continue !

4-2 Julien Salingue et Henri Maler : Les mots de la guerre au service de la guerre ?

5 Annexe

5-1 Michel Collon : Comprendre la guerre en Libye.

5-2 Michel Collon : Comprendre la guerre en Libye (2/3)

Tiré à part :

Nous allons nous emparer de sept pays en cinq ans, commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran »

Une vidéo circule sur Internet mettant en scène l'ex-général américain Wesley Clark, parlant devant un public de septembre 2001 (à l'époque il quittait ses fonctions de commandant en chef des armées de l'OTAN).

Extraits :

« Environ 10 jours après le 11 septembre 2001, je me suis rendu au pentagone, où j'ai vu le secrétaire à la défense Rumsfeld, son adjoint

Wolfowitz ; je suis descendu un étage plus bas pour saluer des personnes qui avaient travaillé avec moi.

L'un des généraux a voulu en parler. Il me dit : 'Nous avons pris la décision d'attaquer l'Irak'.

J'ai dit : 'Mais pourquoi ?'

Il a répondu : 'Je n'en sais rien' (Rires dans la salle) .

Il a dit : 'Je suppose qu'ils ne savent pas quoi faire d'autre' (...)

Je suis retourné le voir quelques semaines plus tard. A ce moment, on était en train de bombarder l'Afghanistan, je lui ai demandé si on allait toujours faire la guerre à l'Irak et il a répondu : 'Non, c'est pire que cela ! 'Il a pris une feuille de papier qui décrivait comment nous allions nous emparer de sept pays en cinq ans, commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran »

Voir la video en anglais - 1'36 <<http://www.youtube.com/watch?v=FNQiL-TPobM>>

L'Otan mise en cause.

"Mise en cause par les rebelles, l'Otan a défendu hier son action en Libye. Elle a affirmé que ses frappes aériennes contre les troupes de Mouammar Kadhafis'intensifiaient chaque jour, tout en rappelant la nécessité d'épargner les populations civiles.

Mardi, Abdel-Fattah Younes, chef d'état major militaire des rebelles, avait estimé que l'otan "ne faisait rien". Il avait notamment critiqué les lourdeurs bureaucratiques de l'Alliance à l'origine, selon lui, de retards dans ses frappes aériennes.(...)

La porte-parole de l'Otan, Carmen Romero a expliqué que "le tempo des opérations est en train de s'accélérer". Elle a ainsi expliqué que

137 missions aériennes avaient été menées lundi

186 mardi et que

198 étaient prévues hier".

Journal "Metro" 7.4.2011

Nous n'étions pas informés que les forces de l'opposition utilisaient des tanks...

« Jusqu'à hier (jeudi 7 avril 2011) nous n'étions pas informés que les forces de l'opposition utilisaient des tanks ». C'est en ces termes agacés que le contre-amiral Russell Haring, du Commandement unifié de l'OTAN, a refusé hier à Naples de « s'excuser » pour la tragique erreur de jeudi, où au moins quatre roquettes tirées par ces chasseurs bombardiers de la coalition ont touché un convoi de tanks des insurgés qui allait d'Ajdabiya vers Braga, donc vers la ligne de front, provoquant la mort de 4 (ou 13) (ou « 6.000 », NdT) anti-kadhafistes. La réaction des insurgés a été âpre : nous les avions avisés que nous allions nous déplacer vers l'ouest, a dit Abdel Fattah Younis, le chef militaire des rebelles (qui a révélé pour la première fois avoir reçu des « armes antichars » d'un pays tiers, le Qatar). C'est le troisième cas reconnu d'erreurs tragiques ou d'effets collatéraux depuis que l'OTAN a pris la conduite de la guerre humanitaire, il y a une semaine (à part la quarantaine de civils morts dans les attaques sur Tripoli dénoncés par l'évêque catholique Martinelli). « Il arrive qu'il y ait des erreurs », a dit le ministre des affaires étrangères anglais Hague, et l'OTAN dira « sorry ». Plus tard, le secrétaire de l'Alliance, Rasmussen, a corrigé le tir : il n'a pas présenté d'excuses mais a dit que l'OTAN « regrette fortement la perte de vies humaines » et essaiera d'être plus attentive (peut-être est-ce pour cela que les rebelles ont décidé de peindre en rose les toits des véhicules qu'ils utilisent), même si l'irritation est palpable envers les insurgés qui, il y a deux jours seulement, avaient demandé une forte augmentation des « air strikes ». Le cas témoigne en tous cas de la situation chaotique, sur le terrain militaire comme sur le plan diplomatique où prolifèrent les rencontres et les initiatives mais où, pour le moment, les résultats font défaut. Hier la polémique portait sur l'état de la guerre : « en perte de vitesse », « fluide » ou « impasse » ? L'OTAN travaille « pour trouver une solution politique » qui passe par un cessez-le-feu immédiat et « la transition vers la démocratie », a déclaré un porte-parole. Quoi qu'il en soit, le front, 20 jours après le début de l'intervention humanitaire, semble à l'arrêt. On se bat autour de Ajdabiya et Brega et -situation la plus dramatique- à Misurata, où hier un navire de la FAO a apporté des vivres et des médicaments de première nécessité, et où l'Unicef et la Croix-Rouge essaient de vérifier les accusations selon lesquelles des tireurs embusqués tirent sur les enfants. Mardi est programmée à Luxembourg une réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (on est en train de discuter si on invite aussi « à un niveau formel » des représentants du Conseil national de transition de Bengazi, ainsi que l'ont demandé la France, l'Italie et l'Espagne) ; et mercredi, à Doha (Qatar), la deuxième réunion du Groupe de contact sur la Libye : où l'on fera le point sur la situation, et où le premier ministre turc Erdogan présentera sa « roadmap » pour la pacification de la Libye (déjà rejetée par le Cnt en tant qu' « initiative personnelle » : « aucune négociation avant que Kadhafi et sa famille n'aient quitté le pays »).

A l'ONU on parle d'une possible mission « militaire humanitaire » à Misurata, à confier à l'OTAN ou à l'Ue. Mission qui pourrait cependant être aussi le prétexte pour contourner l'interdiction d'envoyer des troupes sur le terrain. Demain, enfin, partira pour la Libye (« l'est et l'ouest ») la commission d'enquête sur les violations des droits humains instituée en février par la résolution du Conseil de l'ONU pour les droits humains. A Genève on assure qu'elle sera « juste, impartiale et indépendante ».

Dommage qu'elle parte après et non avant que la guerre (motivée à l'ONU par la violation des droits humains sur le terrain, NdT) n'ait été déclenchée. s.d.q.

Edition de samedi 9 avril 2011 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110409/manip2pg/06/manip2pz/300974/>

Manlio Dinucci : Préparation du débarquement des troupes en Libye.

Depuis que l'OTAN, le 31 mars, a pris le commandement de la guerre en Libye, rebaptisée « Opération protecteur unifié », sa Task force conjointe, dont le quartier général est à Naples, a effectué plus de 1.500 raids aériens, c'est-à-dire plus de 150 par jour. Y participent - avec les chasseurs bombardiers anglais Typhoon, les français Mirage et Rafale, et d'autres avions- des avions étasuniens passés de l'US Air Force à l'OTAN. Parmi ceux-ci les A-10 Thunderbolt (foudre, NdT) et AC-130 Specter, dotés de canons qui tirent jusqu'à 6.000 projectiles à la minute, en majorité à l'uranium appauvri. Participe aussi à l'opération, avec le bombardier stratégique B-2 Spirit d'attaque nucléaire qui a frappé Tripoli avec des bombes non-nucléaires d'une tonne chacune, le sous-marin Uss Florida de la classe Ohio : doté de 24 rampes de lancement pour missiles nucléaires Trident, il est maintenant armé de 154 missiles Tomahawk non-nucléaires (mais avec une tête à l'uranium appauvri) et transporte 100 commandos qui effectuent des incursions en mini-sub.

Tout cela pourtant ne suffit pas. Le contre-amiral britannique Russell Harding, commandant-adjoint de l'opération, a déclaré dans une conférence de presse à Naples que les bombardements aériens et navals ont réduit de 30% la capacité militaire libyenne, rendant l'aviation inopérante, et réduisant fortement les défenses anti-aériennes. Mais il a ajouté que les forces gouvernementales ont recours à des « tactiques non conventionnelles », en se mêlant au trafic routier. Les accusant ainsi d'être eux-mêmes les responsables du fait que les avions OTAN ont touché des forces rebelles, en les prenant pour ennemies.

Dans une audition au Sénat, à Washington, le général Carter Ham, chef du Commandement Africa qui a conduit l'opération avant que le Pentagone ne la passe à l'OTAN, a confirmé que les USA ont mis à disposition de l'Alliance des avions de combat, comme les puissantes canonnières volantes AC-130 : mais malgré tout cela, la situation sur le terrain reste bloquée. Les attaques aériennes et navales OTAN en soutien aux forces rebelles n'arrivent pas à permettre à celles-ci d'avoir le dessus sur les forces gouvernementales, car elles sont numériquement et militairement inférieures. En même temps, les préoccupations vont croissant quant à la fourniture d'armes aux rebelles, étant donnée la présence de groupes d'Al Qaeda dans leurs rangs. Le général Ham retient ainsi que « l'utilisation d'une force terrestre internationale constitue un plan possible pour soutenir les rebelles libyens ».

Mais, prévient le général Ham, les conditions ne sont pas idéales pour envoyer des troupes étasuniennes sur le sol libyen : le président Obama a exclu à plusieurs reprises cette possibilité, et cet envoi susciterait des réactions dans le monde arabe. Il convient en outre de considérer que, si des forces étasuniennes étaient employées trop longtemps en Libye, cela aurait des effets négatifs à long terme pour d'autres missions. Nombre de ces troupes se préparent à partir en Afghanistan, ou en sont à peine revenues.

Le général Ham conclut donc : « Il est important que les USA donnent cette charge à l'OTAN ». Nous sommes donc avertis : sous peu l'appel aux armes pourrait arriver aussi aux troupes italiennes. Fassent nos « volontaires » à nous, ceux qui soutiennent la guerre, que les troupes italiennes débarquent à Tripoli le 5 octobre : elles pourront ainsi célébrer le centenaire de l'entreprise coloniale italienne en Libye.

Edition de dimanche 9 avril 2011 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110410/manip2pg/03/manip2pz/301039/>

1 Vidéo

1-1 Vidéo : Thierry Meyssan à propos de la guerre en Libye.

http://www.dailymotion.com/video/xhsnuz_thierry-meyssan-a-propos-de-la-guerre-en-libye_news#from=embed

2 Dossiers

2-1 La Boîte de Pandore a été ouverte en Libye.

Le 30 mars dernier, alors que les troupes terrestres loyales au dirigeant libyen Mouammar Kadhafi repoussaient les forces rebelles en dehors du port pétrolier-clé de Ras Lanouf, les membres de la coalition dirigée par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ont commencé à discuter de la possibilité d'armer les combattants de l'opposition. Pris sous le feu continu et puissant des frappes aériennes, les soldats de Kadhafi ont battu en retraite.

Au vu de leurs dernières actions, l'objectif des forces de la coalition semble désormais clair : paralyser les troupes de Kadhafi et renverser son régime. Il est aussi clair que les forces de la coalition essaient de contrôler les régions productrices de pétrole sur lesquelles Kadhafi et ses soutiens se sont appuyés.

Nous devons mieux comprendre les motivations qui sont derrière l'implication de la coalition dans les combats. Tout comme le président vénézuélien Chavez, Kadhafi a constamment réajusté sa politique d'exportation de pétrole ces dernières années, ce qui a eu pour résultat une grosse perte pour l'accès des Etats-Unis aux champs

pétroliers libyens. La Libye et les Etats-Unis ont renégocié un accord datant des années 1960 à la fin de 2007, ce qui a eu pour résultat un coût supplémentaire de plusieurs milliards de Dollars pour l'accès des entreprises pétrolières américaines au marché lybien. De plus, les Etats-Unis sont particulièrement mécontents de n'avoir pas réussi à obtenir plusieurs contrats en Lybie ces dernières années. Ce qui fait qu'assurer le contrôle des régions productrices de pétrole par les rebelles est favorable aux Etats-Unis et à leurs alliés.

Plus encore, l'opposition a fait savoir que dans une ère post-Kadhafi, des politiques pétrolières favorables seront accordées aux différents pays, en se basant sur leur niveau de soutien à la rébellion. Si cette promesse venait à être respectée, il est facile alors de voir l'intérêt stratégique qu'a l'OTAN à procéder à des frappes aériennes. Si la situation actuelle de la Libye ne peut être résolue au plus vite, les prix du pétrole ne pourront pas rester stables. Un conflit prolongé affectera le développement économique des pays importateurs de pétrole, dont la Chine, ralentira la reprise économique mondiale et risque même d'aggraver la crise économique.

La puissance militaire des forces de la coalition est suffisamment forte pour vaincre le Gouvernement de Kadhafi. Cependant, la question est de savoir si l'opposition est en mesure de combattre les forces de Kadhafi dans la capitale, Tripoli.

Benghazi, la base des rebelles et deuxième plus grande ville de Libye, est une des villes d'Afrique les plus proches de l'Europe, et elle est devenue depuis ces quinze dernières années un point de passage pour les immigrants illégaux africains vers l'Europe. Têtes de serpent, clandestins et bandes sont endémiques dans la ville. La ville abrite également des organisations comme le Groupe Islamique Combattant Libyen, qui a annoncé en 2007 qu'il se joignait à Al-Qaïda. L'implication de ces organisations a rapidement conduit les manifestations pacifiques en Libye à tourner en rébellion armée.

Bien que ces groupes soient peut-être en mesure de s'unir temporairement pour combattre Kadhafi, il est difficile de dire s'ils seront capables de diriger le pays de façon efficace, voire démocratique. Le gouvernement intérimaire rebelle et le conseil national de transition soutenus par la France ont déjà montré de profondes différences politiques et idéologiques dans leur gestion de la rébellion.

Dans ce pays d'Afrique du Nord constitué d'une centaine de tribus, il n'y a jamais eu d'institutions étatiques modernes. Kadhafi avait maintenu l'unité du pays en trouvant des accords avec les différentes tribus. Mais à présent, les divergences d'opinion entre les tribus a tourné à la haine et à l'hostilité, et l'intervention militaire occidentale a enflammé la situation, qui tourne à une guerre telle qu'on la connaît en Irak. Il est probable que le rêve d'un gouvernement démocratique unifié ne devienne pas réalité dans l'ère post-Kadhafi.

Même si la guerre se termine, une dangereuse Boîte de Pandore a été ouverte en Libye. Hélas, il faudra peut-être beaucoup de temps avant que le peuple libyen ne puisse jouir de la paix.

L'auteur est correspondant à Paris du journal Wen Hui Daily de Shanghai.

Source: le Quotidien du Peuple en ligne

Articles pertinents

- [Un navire transportant des centaines de blessés de Libye arrive en Turquie](#)
- [Le Sénégal demande l'arrêt des bombardements en Libye](#)
- [Le PM turc conseille à l'OTAN de réussir le test en Libye](#)
- [OTAN : 30 % des capacités militaires des forces pro-Kadhafi détruits](#)
- [Libye : face aux besoins, l'ONU révisé à la hausse l'appel de fonds humanitaire](#)
- [La Russie met en garde contre une nouvelle approbation de l'ONU de l'usage de la force en Libye sans clarification](#)
- [L'Algérie réitère sa position pour un "cessez-le-feu immédiat" en Libye \(ministre\)](#)
- [Turquie : arrivée de blessés libyens](#)

Mise à jour 06.04.2011 13h44

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Pathé Mmodje : Les Pieds Nickelés, Bras Armé de l'Occident Chrétien en Croisade.

Cruel retour des choses : après près de trois semaines de bombardements sans retenue, la réalité est là que Khadafi résiste toujours et reprend même du poil de la bête sur des pieds nickelés sans envergure réels mais armés par des croisés modernes pour déloger le héros d'hier qu'il faut désormais liquider.

Les troupes loyalistes sont en effet toujours aussi actives et les coalisés-croisés s'enlisent, passent de l'Otan aux États-Unis et inversement. Il faut désormais déclarer une guerre qui ne dit pas son nom avec un appui au sol qui est une exégèse de la résolution 1973 des Nations-unies et qui était déjà effective bien avant le 19 mars, aussi bien du côté américain que chez les Français ("Liberté", quotidien, Algérie, édition du lundi 04 avril 2011 : "*Guerre de barbouzes, paranoïa ou roman policier ? CIA, MI6 et DGSE en chasse en Libye*").

En plus d'un guidage au sol, il faudra peut-être armer des Pieds Nickelés, ce qui équivaldrait à remobiliser et réarmer Al Qaïda au Maghreb islamique. Douloureux dilemme car la promenade de santé n'a pas été aussi facile que prévu, ni ici, ni en Côte d'Ivoire. Apparemment, l'Occident a vécu de méprises, au sens premier du terme

(erreurs de jugement, d'appréciation), en méprise culturelle en estimant des gens inférieurs, taillables et corvéables à volonté.

Un petit coin de la Gaule existe en Afrique, sous divers aspects, en Côte d'Ivoire et en Libye, pour rappeler le devoir de résistance et les velléités indépendantistes légitimes de tous les peuples. Si, chez le guide de la révolution, Benghazi est le fief historique de tout mouvement indépendantiste, en Côte d'Ivoire, le palais présidentiel, symbole du pouvoir, a démontré avec Gbagbo la difficulté de transition lorsque trois jours de siège successifs n'ont pas permis de liquider le boulanger, malgré l'occupation française dont l'armée peut transformer des zones de souveraineté (aéroport, casernes) en territoires occupés.

En 122 avant Jésus Christ, Rome avait annexé la Gaule transalpine dont la capitale est Narbonne ; avec la défaite de Vercingétorix à Alésia en -52, Rome par Jules César occupe toute la région qui s'étend des Pyrénées au Rhin, disent les annales historiques. L'Italie d'aujourd'hui n'a apprécié ni la mainmise sur le nord, ni celle du sud : au lendemain des bombardements, certains journaux proches de Berlusconi dévoilaient le rôle joué par Paris dès octobre, avec l'affaire Nouri Masrani, du nom de cet ancien chef du protocole présidentiel libyen surnommé par la suite "Libyan WikiLeaks" pour les informations militaires qu'il aurait livrées et, apparemment, ne sont pas toutes exactes si l'on en juge par les résultats de bombardements ; la solidarité affichée depuis ce 4 avril avec la reconnaissance du Conseil national de Transition (Cnt) laisse alors la porte ouverte à toutes les supputations sur la solidité de l'Europe dans l'affaire de la guerre imposée à Khadafi.

"Liberté" note ainsi que "*Le quotidien Libero, citant des documents confidentiels du renseignement français, obtenus par le renseignement italien, et basés sur des rapports dans le bulletin diplomatiques "Maghreb Confidentiel", raconte que la révolte libyenne a éclaté après que Paris eut retourné l'homme le plus digne de confiance du colonel Kadhafi, son chef de protocole, Nouri Masmar*".

Londres, le 29 mars, a crevé l'abcès : il ne s'agit plus d'ériger des corridors aériens pour préserver une zone de révolution armée, cheval de Troie de l'Occident chrétien en croisade en terre musulmane, mais d'aller outre en décidant à la place des locaux de leur devenir immédiat, de leur avenir : Mouammar Kadhafi doit partir. Il ne s'agit plus d'appliquer stricto sensu la résolution 1973 de l'Onu sur la création d'une zone, mais de faire partir un dirigeant qui en a fait autant que le Syrien, le Jordanien, le Yéménite, etc... et qui, n'ont pas nécessité la convocation du Politbureau de New York pour jeter la fatwa chrétienne sur Khadafi.

Paris et Washington, qui avaient peut-être d'autres motivations en tête, avaient oublié de faire dans la prospective et avaient oublié l'instabilité sous-régionale. Des rebelles libériens ont ainsi été arrêtés à leur retour au pays, avec leur matériel de guerre et les voitures ; Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) s'est renforcée dans la sous-région (Algérie, Niger, Mali, Mauritanie) en récupérant des armes lourdes transportées dans la zone sahélienne, ce qui constituait un danger pour toute la zone.

Bien que reconnaissant que cela n'était pas prévu par les récentes résolutions de l'ONU, la France se disait prête il n'y a guère à discuter avec ses alliés d'une aide militaire aux rebelles, ce que les croisés avaient entamé depuis. En effet, malgré les réserves de la communauté internationale divisée sur ce chapitre qui trouve cette mesure "extrême" (Italie, Norvège, Russie), les États-Unis, la France et la Grande Bretagne avaient déjà commencé d'armer de rebelles pourtant jugés peu fiables par le Congrès américain. Paris entamait sa stratégie de liquidation de Khadafi, dès octobre, après l'arrivée du chef du protocole, Nouri Masmar chouchou de Sarkozy malgré la requête de Tripoli d'arrêter et d'extrader l'ex-chef du protocole du Guide libyen. Sarkozy nommait derechef un ambassadeur esseulé à Tripoli et recevait les fidèles d'hier qui ne juraient que par le Guide.

Pathé MBODJE

journaliste, sociologue

www.pathembodje.com

URL de cet article 13302

<http://www.legrandsoir.info/Les-Pieds-Nickeles-Bras-Arme-de-l-Occident-Chretien-en-Croisade.html>

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Yahia Gouasmi : De la Libye à la Côte d'Ivoire, la colonisation française continue !

Désormais, la France est en guerre contre et dans trois pays : l'Afghanistan, la Libye et la Côte d'Ivoire. Le premier pays, l'Afghanistan, est musulman et situé en Asie. Le second, la Libye, est aussi musulman et situé au Maghreb. Quant au dernier, la Côte d'Ivoire, il est chrétien et musulman et situé en Afrique. Ces trois nations ont été colonisées ou agressées, autrefois, par des puissances occidentales. De plus, elles possèdent des matières premières ou occupent un emplacement stratégique.

La dernière agression française concerne la Côte d'Ivoire. Profitant d'un désordre auquel elle a grandement contribué, la France intervient militairement pour chasser un président qui prétend avoir été régulièrement élu. Nous ne voulons pas intervenir dans les affaires intérieures de ce pays, mais nous devons constater que le candidat dit démocrate et « vainqueur » des élections, est aussi un ancien haut fonctionnaire du FMI, soutenu par

Obama et par Sarkozy. Avec de tels parrainages, on comprend que beaucoup d'Ivoiriens et d'anti-impérialistes dans le monde aient plus que des doutes ! La vérité est toute simple, la Côte d'Ivoire est un des principaux producteurs de cacao et occupe une place stratégique dans le Golfe de Guinée, riche en pétrole off-shore. On comprend, de suite, que la question des droits de l'homme et de la démocratie est tout à fait secondaire.

En Libye, la France de Sarkozy-Lévy a été, avec la Grande-Bretagne, la principale instigatrice de l'agression, pour le compte de l'USraël et d'Obama. La situation semble se diriger vers une intervention terrestre qui a déjà commencé, avec la présence de nombreux agents américains et occidentaux auprès des insurgés. La seule question qui reste à trancher est de savoir qui, des Américains ou de leurs alliés, va partir en premier, en débarquant sur le sol libyen et affronter les troupes loyalistes. L'enjeu de la guerre contre la Libye n'est pas seulement le pétrole, c'est aussi tout le remodelage du Sahara et du Sahel, riches en matières premières. En attendant, la Libye risque fort de connaître un sort semblable à celui de l'Irak ou de la Somalie : occupation, morcellement territorial, conflits ethniques ou tribaux, soigneusement entretenus par les puissances occupantes.

Tout cela rappelle la politique de la canonnière des siècles passés.

Nous remarquons que les forces en présence sont les mêmes que celles qui se sont partagées l'Afrique, le monde arabe et l'Asie à la fin du XIXème siècle ! C'est la même guerre qui continue, ou plutôt qui n'a jamais cessé. Et, à nouveau, cette politique brutale se masque derrière des raisons humanitaires ! Avant ils prétendaient apporter la civilisation, aujourd'hui la démocratie et les droits de l'homme !

Une question vient à l'esprit : pourquoi la France accepte-t-elle de jouer un tel rôle ? Qu'est-ce qui a changé dans ce pays, depuis le refus de M. Chirac et de M. de Villepin d'entraîner notre pays dans la guerre de Bush contre l'Irak ? Tout simplement, avec la venue de Sarkozy à l'Elysée, l'arrivée au pouvoir de tout le lobby américano-sioniste. On a fait réintégrer la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN, toute notre politique est alignée sur celles de Tel-Aviv et de Washington et c'est Bernard-Henri Lévy qui décide et commente la politique étrangère de la France sur les plateaux de télévision ! **Voilà où nous en sommes : un sioniste mondain décide de la vie et de la mort des soldats français, et nous entraîne dans des guerres qui sont celles d'Israël et des États-Unis (ses deux vraies patries) et non pas celle des Français.**

En France, il faut que tous les Africains soucieux de l'indépendance et de la dignité de leur continent, comprennent que les deux agressions (en Libye et en Côte d'Ivoire) ne se produisent pas en même temps, par le seul fait du hasard. Il y a un lien, une logique entre toutes ces agressions. Ce sont les mêmes forces, les mêmes intérêts, les mêmes lobbies qui en sont la cause. C'est l'USraël et une Europe soumise qui veulent continuer à dominer le monde, un monde qui leur échappe, de plus en plus. Les révolutions qui ébranlent actuellement les pays arabo-musulmans vont trouver nécessairement leur prolongement dans les pays africains, les mêmes causes produisant les mêmes effets. La géographie et l'histoire ont voulu que la Libye soit le trait d'union entre ces deux mondes. Il n'y a donc pas de hasard si la Libye et la Côte d'Ivoire sont attaquées en même temps, ce ne sont que les deux facettes d'un même combat mené contre la même domination.

Yahia Gouasmi

Président du Parti Anti Sioniste

Mercredi 6 avril 2011

4-2 Julien Salingue et Henri Maler : Les mots de la guerre au service de la guerre ?

Lexique médiatique de la guerre de Libye

Les mots de la guerre au service de la guerre ?

Toutes les informations ne relèvent pas de la propagande ou ne se réduisent pas à de la propagande. Et la propagande ne consiste pas seulement (ni parfois principalement) en mensonges grossiers et délibérés ou en parti-pris outranciers, cibles faciles pour la contre-propagande.

Dans les conflits les plus aigus, qu'ils soient sociaux ou militaires, les médias et les journalistes et, le cas échéant, leurs critiques, ne sont jamais de simples observateurs. Ce sont des acteurs. Mais ce n'est pas rêver à un improbable « neutralité » ou à une très aléatoire « objectivité », que de souligner que les partis-pris les plus insidieux se dissimulent derrière le vocabulaire apparemment le plus anodin.

Que l'on soit ou non favorable à l'intervention militaire en cours en Libye, on est en droit d'attendre des médias et des journalistes, quelles que soient leurs prises de position, que la condamnation du régime libyen ne se transforme pas en propagande de guerre qui se bornerait à rediffuser, sans les vérifier, les informations fournies par les états-majors, ou, plus simplement, à épouser le vocabulaire diplomatique, politique ou militaire de l'un des camps en présence.

« **Guerre** » - Se dit, dans le cas présent, le moins souvent possible, non seulement dans les déclarations des responsables politiques et militaires, mais sous la plume et dans la bouche de nombre de commentateurs.

Comme dans nombre de guerres modernes, l'opération militaire actuellement menée en Libye porte un nom, peu repris il est vrai : « *Aube de l'Odyssée* ». Pourtant – qui peut le nier ? – cette guerre est une guerre.

« **Riposte** » - Se dit des opérations militaires de « *nos* » armées, quand on veut en souligner le caractère prétendument défensif.

Les états-majors et les chefs de gouvernement n'ont pas osé prétendre que l'opération militaire en Libye pouvait être considérée comme une « riposte ». Qu'à cela ne tienne. Certains journalistes ont franchi le pas. Mais ne soyons pas malhonnêtes, ils ne sont pas majoritaires dans la profession. Pour l'instant. Mais, comme le montrent les deux captures d'écran qui suivent, on ne parle pas ici de médias totalement marginaux :

Ou encore, sur le site de l'Express : « *Pendant que le débat diplomatique se prolonge, certains évoquent un risque réel de voir les forces de Kadhafi gagner la partie sur le terrain avant que les grandes puissances conviennent d'une riposte au conflit* » (15 mars).

Une « riposte » ? Les « grandes puissances » ou « l'Occident » auraient-ils été agressés par Kadhafi ? Se borneraient-ils à « répondre » à une attaque, à « riposter » ? A moins d'être de mauvaise foi, la réponse est évidemment non. Alors, a-t-on affaire ici à de simples excès de langage ou à de mauvaises habitudes prises à force de traiter des guerres présentées comme « préventives », c'est-à-dire au cours desquelles l'attaque est une « riposte » par anticipation ? A voir. Mais dans un cas comme dans l'autre, les lecteurs et les auditeurs ne sortent pas gagnants de l'emploi totalement déplacé d'un terme aussi dépourvu d'ambiguïté...

« **Les alliés** » - Se dit, sans autre précision, des Etats engagés dans la guerre qui ne dit pas ou fort peu son nom. Ceux-ci peuvent être affublés de plusieurs autres désignations : « la coalition », « le front anti-Kadhafi », voire même « les occidentaux » (par un lapsus fort peu diplomatiques envers ceux qui ne le sont pas)... Mais « alliés » est l'un des termes les plus souvent employés, et l'un des plus significatifs :

« *Libye : les alliés mettent au point leur dispositif militaire* » (titre d'un article du Figaro, 18 mars) ; « *Libye : les alliés verrouillent le ciel* » (titre d'un article du Midi-Libre, 21 mars) ; « *La route d'Ajdabiah en partie rouverte par les alliés* » (site de l'Express, 20 mars) ; etc.

« *Les alliés* ». Lors de l'invasion de l'Irak déjà, l'attelage américano-britannique (flanqué de quelques troupes auxiliaires, mais privé de « la France »), avait, comme nous le relevions alors, bénéficié de cette appellation. Elle vaut soutien à la guerre en cours : un soutien qui relèverait du débat public, s'il s'assumait comme tel au lieu de s'abriter derrière une référence historique qui renvoie à l'un des deux camps en présence lors de la deuxième guerre mondiale. Chacun avouera que la comparaison est des plus osées, pour ne pas dire hasardeuses, quelle que soit l'ampleur des crimes commis par le régime libyen. Rien ne nous garantit, devant l'abondance de la référence aux « Alliés », que Kadhafi ne nous sera pas présenté demain comme le nouvel Hitler. Ou, pour être plus exact, comme le nouveau nouveau nouvel Hitler. Contre lequel la mobilisation armée de la « communauté internationale » ne peut être contestée.

« **Communauté internationale** » - Se dit, indifféremment, des membres du Conseil de Sécurité qui ont adopté la résolution, de ceux qui la soutiennent et de ceux qui, en s'abstenant, l'ont réprouvé. Cette expression semble désormais moins utilisée que lors de l'euphorie des premiers jours :

« *La communauté internationale montre sa solidarité avec le printemps arabe* » (site de la Croix, 20 mars) ; « *Kadhafi menace la communauté internationale* » (titre tout en nuance d'une dépêche publiée sur le site du Point le 19 mars) ; « *Dossier Libye : la communauté internationale décide d'intervenir* » (site de Marianne, 19 mars) ; etc.

Ce disant - comme nous l'avons déjà fait remarquer dans un article précédent - les médias ont pendant quelques jours oublié « *de rappeler que quelques pays mineurs, périphériques et peu influents, n'ont pas voté la résolution de l'ONU, la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Allemagne...* ». On a semblé davantage s'intéresser aux quatre avions (de fabrication française) gracieusement mis à disposition par ce géant qu'est le Qatar qu'aux réactions des gouvernements de pays qui représentent plus de la moitié de l'humanité... Plutôt que de s'efforcer d'informer pour les comprendre, quitte, ensuite, à les soutenir ou les désavouer, l'on n'a guère épilogué sur les raisons pour lesquelles ils n'étaient pas convaincus de cette guerre. Ou plutôt, de ces « frappes ».

« **Frappes** » - Désigne les bombardements effectués par « les alliés » : en effet, les « alliés » ne bombardent pas, ils « frappent ». Ils « frappent » la Libye, comme d'autres « frappent » à la porte, « frappent » un ballon de football ou se « frappent » dans les mains. On parle pourtant bien de centaines de missiles. Mais chacun avouera que le terme « frappes » n'est pas aussi négativement connoté que le mot « bombardements » :

« *Libye. Les frappes militaires devraient baisser d'intensité, selon les USA* » (titre glané sur le site internet de Ouest France, 22 mars) ; « *Libye : frappes françaises en suspens* » (titre d'une dépêche AFP, 21 mars) ; « *Le pétrole recule légèrement, malgré la poursuite des frappes en Libye* » (site du Parisien, 22 mars) ; etc.

Quant à Kadhafi et ses forces armées, ils ne « frappent » pas, ils « pilonnent » :

« *Kadhafi pilonne la population civile* » (site de France info, 16 mars) ; « *Libye : les pro-Kadhafi pilonnent Zenten* » (titre d'une dépêche AFP, 19 mars) ; « *Les forces pro-Kadhafi [...] ont notamment pilonné la ville pétrolière de Ras Lanouf* » (Libération, 11 mars) ; etc...

Ce Kadhafi ne respecte décidément rien. Il aurait pu se contenter d'opérer, comme les « alliés », des « frappes ». Des « frappes », dont on nous assure qu'elles sont « ciblées ».

« **Ciblées** » - Dans le langage militaro-médiatique, qualifie les « frappes », de préférence à « chirurgicales ». Les « frappes chirurgicales » ont eu leur heure de gloire, chacun comprenant alors que les bombardements étaient effectués avec la précision de chirurgiens qui tentent de sauver des vies et non d'en prendre. Mais la ficelle était peut-être un peu grosse. Désormais les frappes sont « ciblées » :

« *Paris envisagerait des frappes ciblées en Libye* » (titre d'une dépêche Reuters, 19 mars) ; « *Les frappes aériennes ciblées contre les troupes du colonel Kadhafi vont-elles suffire à le chasser du pouvoir ?* » (question posée par le Télégramme, 22 mars) ; variation sur un même thème avec le site TF1 news : « *En Libye, les opérations ciblées de la coalition semblent donner de l'air aux insurgés de Benghazi* » (22 mars) ; etc.

On l'aura donc compris : les « *frappes* » sont « *ciblées* ». Les journalistes qui reprennent complaisamment cette expression se sont-ils demandé ce que seraient des « *frappes non-ciblées* » ? On shoote au hasard ? On déverse des bombes au petit bonheur la chance ? Que l'on soit dans un chasseur, un hélicoptère de combat, un navire de guerre ou un char d'assaut, avant de tirer, on vise. Une cible. Le problème n'est pas de savoir s'il y a une cible, mais quelle est la cible. Dire d'une « *frappe* » qu'elle est « *ciblée* » est un artifice rhétorique qui tente de relativiser le caractère intrinsèquement violent d'un bombardement. Et de parler, en cas d'erreur sur la cible, de « *dommages collatéraux* ».

« **Dommmages collatéraux** » - Dans le langage militaro-médiatique, désigne (avec « *bavures* ») les victimes civiles des « *frappes* », laissant ainsi entendre que si les guerres font des victimes - du moins quand « nos » soldats y prennent part - c'est toujours par accident. Et que c'est bien « *dommage* ». Ce triste euphémisme, typiquement militaire, est toujours utilisé par certains journalistes, sans aucune distance critique, et sans guillemet :

« *Par ailleurs, il n'y a pas eu de **dommages collatéraux** du fait de l'armée française. Certains objectifs n'ont pas été visés en raison de risques de dommages collatéraux, a précisé l'état-major français* » (site de France-soir, 22 mars) ; « *Libye : les **dommages collatéraux** évités* » (titre d'une dépêche sur le site d'Europe 1, 22 mars) ; « *Il n'y a pas eu de **dommages collatéraux** du fait de l'armée française* » (site de 20 minutes, 22 mars) ; etc.

Ce n'est pas nouveau : Sur les « *frappes* », « *dommages collatéraux* », « *bavures* » et autres « *incidents* », voir notamment ici même le lexique de la guerre en Afghanistan et les mots de la guerre contre l'Irak.

Quant aux « *forces ennemies* », elles ne font jamais de « *dommages collatéraux* », puisque il va de soi que, toujours et partout, elles « *prennent délibérément pour cible des civils désarmés* ». Ce que fait, bien évidemment, l'armée « *kadhafiste* ».

« **Kadhafiste** » - Désigne les partisans du dictateur libyen parfois appelés « *pro-kadhafi* ». Tout comme les « *sarkozystes* » ou les « *pro-sarkozy* » sont, en France, les partisans du président français. Soit. Mais ces dernières semaines, l'usage du terme « *kadhafiste* », s'est souvent substitué à « *loyaliste* » pour désigner l'ennemi et ses armes.

« *Mohamed Nabbous, ingénieur en télécoms, photographe et blogueur improvisé, est mort, tué par un **sniper kadhafiste** dans une rue de Benghazi* » (site de La règle du jeu, 20 mars) ; « *L'**aviation kadhafiste**, qui compte sur le papier plus de 200 appareils de combat, ne semble en mesure d'en aligner qu'une quarantaine* » (site de l'Express, 18 mars) ; « *Le président français et le gouvernement britannique ont été les avocats les plus fervents de l'instauration d'une zone d'exclusion dans le ciel libyen afin de neutraliser l'**aviation kadhafiste*** » (site de 20 minutes, 15 mars) ; etc...

« *Sniper kadhafiste* », « *aviation kadhafiste* »... Imagine-t-on un seul instant les médias français nous parlant de « *soldats sarkozystes* », d' « *aviation obamiste* » ou de « *marine cameroniste* » ? Evidemment non. Le passage par un adjectif dérivé du nom du dictateur est une prise de position contre les forces armées libyennes, dont on se gardera ici de minorer la violence. Mais cela ne doit pas interdire de relever un abus de langage qui, consciemment ou non, participe du caractère partisan de l' « *information* » diffusée au sujet de la Libye. Le JDD a publié sur son site, le 20 mars, une dépêche dont le titre était : « *Libye : Paris confirme avoir abattu un avion kadhafiste* ». Si l'inverse s'était produit, le JDD aurait-il titré « *Libye : Tripoli confirme avoir abattu un avion sarkozyste* » ? C'est peu vraisemblable. Les avions sont « *français* ». Pour certains, ce sont même « *nos* » avions..

« **Nos soldats** » - Se dit, avec « *nos* » moyens militaires, des forces engagées par l'Etat français dans la guerre qui ne dit pas son nom. Un appel empathique et patriotique à l'identification avec les soldats français.

Nous l'avons noté dans un précédent article : certains journalistes ont adopté une attitude tellement va-t-en guerre que l'on se demande parfois s'ils n'ont pas déjà revêtu leur treillis pour aller prendre directement part aux combats. Il semble que jusqu'à présent, aucun d'entre eux n'ait franchi le pas. Mais à l'écrit, certains y sont déjà, et s'expriment comme s'ils étaient membres à part entière de l'état-major français :

« *L'arrivée sur zone du groupe aéronaval constitue donc un renfort important, démultipliant **nos moyens militaires** dans cette partie de la Méditerranée* » (le Parisien, 22 mars) ; « *Jusqu'à présent, aucun avion français n'a été directement menacé par la défense aérienne libyenne, mais **nos appareils** ont été "illuminés" samedi par les radars de poursuite* » (Jean-Dominique Merchet, de Marianne, le 21 mars) ; « *Alors que **nos soldats** sont engagés en Afghanistan, l'ouverture d'un nouveau front terrestre en Libye semble peu probable en cas d'enlèvement du conflit* » (la Dépêche, 22 mars) ; « ***Nos Mirage** ont cependant réellement mis le feu à une concentration de chars et de véhicules kadhafiens aux environs de Benghazi* » (Guy Sitbon, de Marianne, le 21 mars) ; etc

Au cas où le public ne l'aurait pas compris, « *nous* » sommes en guerre. Ce n'est pas l'armée française qui bombarde la Libye, c'est la France (comme l'ont complaisamment souligné les médias qui, plutôt que de titres sur le déclenchement de la guerre elle-même, ont préféré proclamer à la « *Une* », à grand renfort de « *cocoricos* » que « *la France frappe la première* »). Ce n'est pas l'armée française qui bombarde la Libye, c'est « *notre* » armée. Chacun est ainsi invité à se sentir personnellement concerné et impliqué dans l'offensive en cours. Un rappel à l'ordre patriotique, accompagné de moult articles vantant les mérites et les compétences de « *notre* armée ». A moins qu'il ne s'agisse d'un simple appel au civisme... Pourquoi en douter ? D'ailleurs, « *nos* » journalistes ne manqueront pas, à l'avenir, d'évoquer le destin de « *nos* » professeurs, de « *nos* » magistrats et de « *nos* » chômeurs, lorsqu'ils se mobiliseront à leur tour. Et ils reprendront, comme ils le font avec « *nos* » officiers, le moindre de leurs termes.

« **Sur zone** » - Désigne, dans le langage militaro-médiatique, la localisation de « nos » soldats et de « nos » armes :

« *L'arrivée **sur zone** du groupe aéronaval constitue donc un renfort important* » (site du Parisien, 22 mars) ;
« *Mais le coût des sorties devrait être en partie réduit avec l'arrivée mardi **sur zone** du porte-avions Charles de Gaulle* » (site du Nouvel Obs, 22 mars) ; « *La France dispose d'une centaine de Rafale et Mirage 2000, en plus d'avions de surveillance Awacs. Un porte-hélicoptères de type Mistral était de plus récemment **sur zone*** » (site du Parisien, 20 mars) ; ou encore ce titre, mystérieux pour les non-initiés, sur le site du Berry Républicain : « *Un Awacs français est sur zone dans le ciel libyen* ». Diantre.

L'emploi récurrent de l'expression « **sur zone** » est un exemple parmi d'autres de reprise quasi-automatique de termes du langage militaire. Nouvelle confirmation de ce désolant mimétisme qui pousse nombre de journalistes qui « couvrent » les guerres à se prendre pour des militaires en singeant leur vocabulaire. Machinalement ou pour avoir le sentiment de participer à l'effort de guerre ? On ne sait... Mais chacun avouera qu'un tel mimétisme qui n'apporte rien à la précision ou à la qualité de l'information est symptomatique d'un certain journalisme de guerre, qui se fait même parfois un peu plus militaire que les propos de l'armée elle-même.

« **Propagande** » - Se dit (presque) exclusivement, dans les médias français, des interventions du Colonel Kadhafi et de ses partisans, des informations qu'ils diffusent et des images qu'ils montrent :

« *[Kadhafi] va recourir à l'arsenal complet de ses méthodes à la fois terroristes et de **propagande*** » (Christian Makarian, site de l'Express, 20 mars) ; « *Après les premiers succès militaires, la **propagande** libyenne redouble* » (titre d'une dépêche AFP, 11 mars) ; « *A l'école de la **propagande** Kadhafi* » (titre d'un reportage de Delphine Minoui, du Figaro, 19 mars) ; etc.

Cette distance salutaire (et largement justifiée en l'occurrence) ne s'applique ni aux prises de position des gouvernements impliqués dans l'offensive militaire contre le régime de Kadhafi, ni aux informations distillées par leurs forces armées, ni à leur vocabulaire. Comme s'ils ne relevaient pas eux aussi d'une propagande dont le journalisme de guerre se serait affranchi. Ce dont on est en droit de douter...

Julien Salingue (avec Henri Maler)

Julien Salingue est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

Articles de Julien Salingue publiés par Mondialisation.ca

[Le 2 avril 2011 Oumna.com](#)

5 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

5-1 Michel Collon : Comprendre la guerre en Libye.

Partie 1 : Des questions qu'il faut se poser à chaque guerre

Partie 2 : Les véritables objectifs des USA vont bien au-delà du pétrole

Partie 3 : Pistes pour agir

Des questions qu'il faut se poser à chaque guerre.

27 fois. Les Etats-Unis ont bombardé un pays à 27 reprises depuis 1945. Et chaque fois, on nous a affirmé que ces actes de guerre étaient « justes » et « humanitaires ». Aujourd'hui, on nous dit que cette guerre est différente des précédentes. Mais on l'avait dit aussi la fois passée. Et la fois d'avant. On le dit chaque fois. N'est-il pas temps de mettre sur papier les questions qu'il faut se poser à chaque guerre pour ne pas se faire manipuler ?

Pour la guerre, il y a toujours de l'argent ?

Dans le pays le plus puissant du globe, quarante-cinq millions de gens vivent sous le seuil de pauvreté. Aux Etats-Unis, écoles et services publics tombent en ruines, parce que l'Etat « n'a pas d'argent ». En Europe aussi, « pas d'argent » pour les retraites ou pour créer des emplois.

Mais lorsque la cupidité des banquiers provoque une crise financière, là, en quelques jours, on trouve des milliards pour les sauver. Ce qui a permis à ces mêmes banquiers US de distribuer l'an dernier 140 milliards \$ de récompenses et bonus à leurs actionnaires et traders spéculateurs.

Pour la guerre aussi, il semble facile de trouver des milliards. Or, ce sont nos impôts qui paient ces armes et ces destructions. Est-il bien raisonnable de faire partir en fumée des centaines de milliers d'euros à chaque missile ou de gaspiller cinquante mille euros de l'heure avec un porte-avions ? A moins que la guerre soit une bonne affaire pour certains ?

Pendant ce temps, un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes et le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter sur notre planète en dépit des promesses.

Quelle différence entre un Libyen, un Bahreini et un Palestinien ?

Présidents, ministres et généraux jurent solennellement que leur objectif est seulement de sauver des Libyens. Mais, au même moment, le sultan du Bahrein massacre des manifestants désarmés grâce aux deux mille soldats saoudiens envoyés par les Etats-Unis ! Au même moment, au Yemen, les troupes du dictateur Saleh, allié des USA, tuent 52 manifestants à la mitrailleuse. Ces faits n'ont été contestés par personne, mais le ministre US de la Guerre, Robert Gates, a juste déclaré : « *Je ne crois pas que ce soit mon rôle d'intervenir dans les affaires internes du Yemen* » [1].

Pourquoi ce « deux poids, deux mesures » ? Parce que Saleh accueille docilement la Vème Flotte US et dit oui à tout ce que lui commande Washington ? Parce que le régime barbare d'Arabie saoudite est complice des multinationales pétrolières ? Il y aurait de « bons dictateurs » et de « mauvais dictateurs » ?

Comment les USA et la France peuvent-ils se prétendre humanitaires ? Lorsqu'Israël a tué deux mille civils en bombardant Gaza, ont-ils instauré une « no fly zone » ? Non. Ont-ils pris des sanctions ? Aucune. Pire : Javier Solana, alors responsable des Affaires étrangères de l'U.E. a déclaré à Jérusalem : « *Israël est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions. Israël est partie prenante à tous les programmes* » de recherche et de technologie de l'Europe des 27. Ajoutant même : « *Aucun pays hors du continent n'a le type de relations qu'Israël entretient avec l'Union européenne.* » Sur ce point, Solana dit vrai : l'Europe et ses fabricants d'armes collaborent étroitement avec Israël dans la production des drones, missiles et autres armements qui sèment la mort à Gaza.

Rappelons qu'Israël a chassé sept cent mille Palestiniens de leurs villages en 1948, refuse toujours de leur rendre leurs droits et continue à commettre de multiples crimes de guerre. Sous cette occupation, 20% de la population palestinienne actuelle a séjourné ou séjourne dans les prisons d'Israël. Des femmes enceintes sont forcées d'accoucher attachées à leur lit et renvoyées immédiatement dans leurs cellules avec leurs bébés ! Mais ces crimes-là sont commis avec la complicité active des USA et de l'UE.

La vie d'un Palestinien ou d'un Bahreini ne vaut pas celle d'un Libyen ? Il y aurait les « bons Arabes » et les « mauvais Arabes » ?

Pour ceux qui croient encore à la guerre humanitaire...

Dans un débat télévisé que j'ai eu avec Louis Michel, ancien ministre belge des Affaires étrangères et commissaire européen à la Coopération au développement, celui-ci m'a juré - la main sur le cœur - que cette guerre visait à « *mettre en accord les consciences de l'Europe* ». Il a été appuyé par Isabelle Durant, dirigeante des Verts belges et européens. Ainsi, les écologistes « *peace and love* » ont muté va-t-en-guerre !

Le problème, c'est qu'on nous parle de guerre humanitaire à chaque fois, et que ces gens « de gauche » comme Durant s'y sont à chaque fois laissé prendre. Ne feraient-ils pas mieux de lire ce que pensent vraiment les dirigeants US au lieu de juste les écouter à la télévision ?

Ecoutez par exemple, à propos des bombardements contre l'Irak, le célèbre Alan Greenspan, qui fut longtemps directeur de la réserve fédérale des USA. Il écrit dans ses mémoires : « *Je suis attristé qu'il soit politiquement incorrect de reconnaître ce que chacun sait : la guerre en Irak était essentiellement pour le pétrole* » [2]. Ajoutant : « *Les officiels de la Maison-Blanche m'ont répondu : 'Eh bien, malheureusement, nous ne pouvons parler du pétrole.'* » [3]

Ecoutez, à propos des bombardements contre la Yougoslavie, John Norris, directeur de com de Strobe Talbott qui était alors vice-ministre US des Affaires étrangères, chargé des Balkans. Norris écrit dans ses mémoires : « *Ce qui explique le mieux la guerre de l'Otan, c'est que la Yougoslavie résistait aux grandes tendances des réformes politiques et économiques (il veut dire : refusait d'abandonner le socialisme), et ce n'est pas notre devoir envers les Albanais du Kosovo.* » [4]

Ecoutez, à propos des bombardements contre l'Afghanistan, ce que disait alors l'ancien ministre US des Affaires étrangères Henry Kissinger : « *Il existe des tendances, soutenues par la Chine et le Japon, à créer une zone de libre échange en Asie. Un bloc asiatique hostile combinant les nations les plus peuplées du monde avec de grandes ressources et certains des pays industriels les plus importants serait incompatible avec l'intérêt national américain. Pour ces raisons, l'Amérique doit maintenir une présence en Asie...* » [5]

Ceci confirmait la stratégie avancée par Zbigniew Brzezinski, qui fut responsable de la politique étrangère sous Carter et est l'inspirateur d'Obama : « *L'Eurasie (Europe + Asie) demeure l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale. (...) La façon dont les Etats-Unis 'gèrent' l'Eurasie est d'une importance cruciale. Le plus grand continent à la surface du globe en est aussi l'axe géopolitique. Toute puissance qui le contrôle, contrôle par là même deux des trois régions les plus développées et les plus productives. 75% de la population mondiale, la plus grande partie des richesses physiques, sous forme d'entreprises ou de gisements de matières premières, quelque 60% du total mondial.* » [6]

A gauche, n'a-t-on rien appris des médiemensonges humanitaires des guerres précédentes ?

Quand Obama le dit lui-même, vous ne le croyez pas non plus ?

Ce 28 mars, Obama a justifié ainsi la guerre contre la Libye : « *Conscients des risques et des coûts de l'action militaire, nous sommes naturellement réticents à employer la force pour résoudre les nombreux défis du monde. Mais lorsque nos intérêts et valeurs sont en jeu, nous avons la responsabilité d'agir. Vu les coûts et les risques de l'intervention, nous devons chaque fois mesurer nos intérêts face à la nécessité d'une action. L'Amérique a un important intérêt stratégique à empêcher Kadhafi de défaire ceux qui s'opposent à lui.* »

N'est-ce pas clair ? Alors, certains disent : « *Oui, c'est vrai, les Etats-Unis n'agissent que s'ils y trouvent leur intérêt aussi. Mais au moins, à défaut de pouvoir intervenir partout, on aura sauvé ces gens-là.* »

Faux. Nous allons montrer que seuls les intérêts seront défendus. Pas les valeurs. D'abord, chaque guerre US fait plus de victimes qu'il n'y en avait avant (en Irak, un million de victimes directes ou indirectes !). Ensuite, l'intervention en Libye en prépare d'autres...

Qui refusait de négocier ?

Mais, dès que vous émettez un doute sur l'opportunité de cette guerre contre la Libye, tout de suite, on vous culpabilise : « Vous refusez donc de sauver les Libyens du massacre ? »

Question mal posée. Supposons que tout ce qu'on nous a raconté se soit vraiment passé. Premièrement, arrête-t-on un massacre par un autre massacre ? Nous savons qu'en bombardant, nos armées vont tuer de nombreux

civils innocents. Même si, comme à chaque guerre, les généraux nous promettent que celle-ci sera « propre », nous avons l'habitude de cette propagande.

Deuxièmement, il y avait un moyen beaucoup plus simple et efficace de sauver des vies tout de suite. Tous les pays d'Amérique latine ont proposé d'envoyer immédiatement une mission de médiation, présidée par Lula. La Ligue arabe et l'Union africaine soutenaient cette démarche et Kadhafi avait accepté (proposant aussi d'envoyer des observateurs internationaux pour vérifier le cessez-le feu).

Mais les insurgés libyens et les Occidentaux ont refusé cette médiation. Pourquoi ? « *Parce que Kadhafi n'est pas de bonne foi* », disent-ils. Possible. Tandis que les insurgés et leurs protecteurs occidentaux ont toujours été de bonne foi ? A propos des Etats-Unis, il est utile de rappeler comment ils se sont comportés dans toutes les guerres précédentes à chaque fois qu'un cessez-le-feu était possible...

En 1991, lorsque Bush père a attaqué l'Irak parce que celui-ci avait envahi le Koweït, Saddam Hussein a proposé de se retirer et qu'Israël évacue aussi les territoires illégalement occupés en Palestine. Mais les USA et les pays européens ont refusé six propositions de négociation. [7]

En 1999, lorsque Clinton a bombardé la Yougoslavie, Milosevic avait accepté les conditions imposées à Rambouillet, mais les USA et l'Otan en ont rajouté une, volontairement inacceptable : l'occupation totale de la Serbie. [8]

En 2001, lorsque Bush fils a attaqué l'Afghanistan, les talibans avaient proposé de livrer Ben Laden à un tribunal international si on fournissait des preuves de son implication, mais Bush a refusé de négocier.

En 2003, lorsque Bush fils a attaqué l'Irak sous prétexte d'armes de destruction massive, Saddam Hussein a proposé d'envoyer des inspecteurs, mais Bush a refusé car il savait que les inspecteurs ne trouveraient rien. Ceci a été confirmé par la divulgation du mémo d'une réunion entre le gouvernement britannique et les dirigeants des services secrets britanniques en juillet 2002 : « *Les dirigeants britanniques espéraient que l'ultimatum soit rédigé en des termes inacceptables afin que Saddam Hussein le rejette directement. Mais ils étaient loin d'être certains que cela marcherait. Alors, il y avait un Plan B : les avions patrouillant dans la « no fly zone » jetant de nombreuses bombes en plus dans l'espoir que ceci provoquerait une réaction qui donnerait une excuse pour une large campagne de bombardements.* » [9]

Alors, avant d'affirmer que « nous » disons toujours la vérité tandis que « eux » mentent toujours, et aussi que « nous » recherchons toujours une solution pacifique, tandis que « eux » ne veulent pas de compromis, il faudrait être plus prudents... Tôt ou tard, le public apprendra ce qui s'est vraiment passé lors des négociations en coulisses, et constatera une fois de plus qu'il a été manipulé. Mais il sera trop tard, et on ne ressuscitera pas les morts.

La Libye, c'est comme la Tunisie et l'Egypte ?

Dans son excellente interview publiée il y a quelques jours par Investig'Action, Mohamed Hassan posait la bonne question : « *Libye : révolte populaire, guerre civile ou agression militaire ?* ». A la lumière des recherches récentes, il est possible de répondre : les trois, en fait. Une révolte spontanée, rapidement récupérée et transformée en guerre civile (qui avait été préparée), le tout servant de prétexte à une agression militaire. Qui, elle aussi, avait été préparée. Rien ne tombe du ciel en politique. Expliquons-nous...

En Tunisie et en Egypte, la révolte populaire a grandi progressivement en quelques semaines, s'organisant peu à peu et s'unifiant sur des revendications claires, ce qui a permis de chasser les tyrans. Mais quand on analyse l'enchaînement ultra-rapide des événements à Benghazi, on est intrigué. Le 15 février, manifestation des parents de prisonniers politiques de la révolte de 2006. Manifestation durement réprimée, comme cela a toujours été le cas en Libye et dans les autres pays arabes. Et, à peine deux jours plus tard, re-manifestation, mais cette fois, les manifestants sont armés et passent directement à l'escalade contre le régime de Kadhafi. En deux jours, une révolte populaire devient une guerre civile ! Tout à fait spontanément ?

Pour le savoir, il faut examiner ce qui se cache sous le vocable imprécis « opposition libyenne ». A notre avis, quatre composantes aux intérêts très différents. 1° Une opposition démocratique. 2° Des dignitaires de Kadhafi « retournés » par l'Ouest. 3° Des clans libyens mécontents du partage des richesses. 4° Des combattants de tendance islamique.

Qui compose cette « opposition libyenne » ?

Dans cet enchevêtrement, il est important de savoir à qui on a à faire. Et surtout quelle faction a été intégrée dans les stratégies des grandes puissances...

1° Opposition démocratique. Il est légitime d'avoir des revendications face au régime Kadhafi, dictatorial et corrompu comme les autres régimes arabes. Un peuple a le droit de vouloir remplacer un régime autoritaire par un système plus démocratique. Cependant, ces revendications sont jusqu'ici peu organisées et sans programme précis. On rencontre aussi, à l'étranger, des mouvements révolutionnaires libyens, également assez disparates, mais tous opposés à l'ingérence étrangère. Pour diverses raisons que l'on va clarifier, ce ne sont pas ces éléments démocratiques qui ont grand chose à dire aujourd'hui sous la bannière des USA et de la France. 2° Dignitaires « retournés ». A Benghazi, un « gouvernement provisoire » a été instauré et est dirigé par Mustapha Abud Jalil. Cet homme était, jusqu'au 21 février, ministre de la Justice de Kadhafi. Deux mois plus tôt, Amnesty l'avait placé sur la liste des plus effroyables responsables de violations de droits humains d'Afrique du nord ». C'est cet individu qui, selon les autorités bulgares, avait organisé les tortures de infirmières bulgares et du médecin palestinien longtemps détenus par le régime. Un autre « homme fort » de cette opposition est le général Abdul Fatah Younis, ex ministre de l'Intérieur de Kadhafi et auparavant chef de la police politique. On comprend que Massimo Introvigne, représentant de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) pour la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination, estime que ces personnages « *ne sont pas les*

'démocrates sincères' des discours d'Obama, mais parmi les pires instruments du régime de Kadhafi, qui aspirent à chasser le colonel pour prendre sa place ». (1)

3° Clans mécontents. Comme le soulignait Mohamed Hassan, la structure de la Libye est restée fortement tribale. Durant la période coloniale, sous le régime du roi Idriss, les clans de l'est dominaient et les richesses pétrolières leur profitaient. Après la révolution de 1969, Kadhafi s'est appuyé sur les tribus de l'ouest et c'est l'est qui a été défavorisé. Il faut le regretter, un pouvoir démocratique et juste doit veiller à combattre les discriminations entre régions. On peut aussi se demander si les anciennes puissances coloniales n'ont pas encouragé les tribus mécontentes à saper l'unité du pays. Ce ne serait pas la première fois. Aujourd'hui, France et USA misent sur les clans de l'est pour prendre le contrôle du pays. Diviser pour régner, un vieux classique du colonialisme.

4° Eléments d'Al-Qaida. Des câbles diffusés par Wikileaks avertissaient que l'Est de la Libye était, proportionnellement, le premier exportateur au monde de « combattants - martyrs » en Irak. Des rapports du Pentagone décrivaient un « scénario alarmant » sur les rebelles libyens de Benghazi et Derna. Derna, ville de 80.000 habitants à peine, serait la première source de jihadistes en Irak. De même, Vicent Cannistraro, ancien chef de la CIA en Libye, signale parmi les rebelles beaucoup d' « extrémistes islamiques capables de créer des problèmes » et que les « probabilités [sont] élevées que les individus les plus dangereux puissent avoir une influence dans le cas où Kadhafi devrait tomber ». (1).

Evidemment, tout ceci s'écrivait lorsque Kadhafi était encore « un ami ». Mais ça montre l'absence totale de principes dans le chef des USA et de leurs alliés. Quand Kadhafi a réprimé la révolte islamiste de Benghazi en 2006, ce fut avec les armes et le soutien des Occidentaux. Une fois, on est contre les combattants à la Ben Laden. Une fois, on les utilise. Faudrait savoir.

Parmi ces diverses « oppositions », quel élément l'emportera ? C'est peut-être aussi un but de l'intervention militaire de Washington, Paris et Londres : veiller à ce que « les bons » l'emportent ? Les bons de leur point de vue évidemment. Plus tard, on utilisera la « menace islamique » comme prétexte pour s'installer durablement. En tout cas, une chose est sûre : le scénario libyen est différent des scénarios tunisien ou égyptien. Là, c'était « un peuple uni contre un tyran ». Ici, on est dans une guerre civile, Kadhafi disposant du soutien d'une partie de la population. Et dans cette guerre civile, le rôle qu'ont joué les services secrets US et français n'est déjà plus si secret que ça...

Quel a été le rôle des services secrets ?

En réalité, l'affaire libyenne n'a pas commencé en février à Benghazi en février, mais à Paris le 21 octobre 2010. Selon les révélations du journaliste italien Franco Bechis (*Libero*, 24 mars), c'est ce jour-là que les services secrets français ont préparé la révolte de Benghazi. Ils ont alors « retourné » (ou peut-être déjà avant) Nuri Mesmari, chef du protocole de Kadhafi, qui était quasiment son bras droit. Le seul qui entra sans frapper dans la résidence du guide libyen. Venu à Paris avec toute sa famille pour une opération chirurgicale, Mesmari n'y a rencontré aucun médecin, mais se serait par contre entretenu avec plusieurs fonctionnaires des services secrets français et de proches collaborateurs de Sarkozy, selon le bulletin web *Maghreb Confidential*.

Le 16 novembre, à l'hôtel Concorde Lafayette, il aurait préparé une imposante délégation qui allait se rendre deux jours plus tard à Benghazi. Officiellement, il s'agissait de responsables du ministère de l'Agriculture et de dirigeants des firmes France Export Céréales, France Agrimer, Louis Dreyfus, Glencore, Cargill et Conagra. Mais, selon les services italiens, la délégation comportait aussi plusieurs militaires français camouflés en hommes d'affaires. A Benghazi, ils rencontreront Abdallah Gehani, un colonel libyen que Mesmari a indiqué comme étant prêt à désertre.

A la mi-décembre, Kadhafi, méfiant, envoie un émissaire à Paris pour essayer de contacter Mesmari. Mais la France l'arrête. D'autres Libyens se rendent visite à Paris le 23 décembre, et ce sont eux qui vont diriger la révolte de Benghazi avec les milices du colonel Gehani. D'autant que Mesmari a fourni aux Français de nombreux secrets de la défense libyenne. De tout ceci, il ressort que la révolte à l'est n'est donc pas si spontanée qu'on nous l'a dit. Mais ce n'est pas tout. Il n'y a pas que les Français...

Qui dirige à présent les opérations militaires du « Conseil national Libyen » anti-Kadhafi ? Un homme tout juste arrivé des USA le 14 mars, selon *Al Jazeera*. Décrit comme une des deux « stars » de l'insurrection libyenne par le quotidien britannique de droite *Daily Mail*, Khalifa Hifter est un ancien colonel de l'armée libyenne, passé aux Etats-Unis. Celui qui fut un des principaux commandants militaires de la Libye jusqu'à la désastreuse expédition au Tchad fin des années 80, a ensuite émigré aux USA et vécu ces vingt dernières années en Virginie. Sans source de revenus connue, mais à petite distance des bureaux... de la CIA. [10] Le monde est petit.

Comment un haut militaire libyen peut-il entrer aux Etats-Unis en toute tranquillité, quelques années après l'attentat terroriste de Lockerbie, pour lequel la Libye a été condamnée, et vivre vingt ans tranquillement à côté de la CIA ? Il a forcément dû offrir quelque chose en échange. Publié en 2001, le livre *Manipulations africaines* de Pierre Péan retrace les connexions d'Hifter avec la CIA et la création, avec le soutien de celle-ci, du Front National de Libération Libyen. Le seul exploit du dit Front sera l'organisation en 2007, aux USA, d'un « congrès national » financé par le National Endowment for Democracy [11], traditionnel intermédiaire de la CIA pour arroser les organisations au service des Etats-Unis...

En mars de cette année, à une date non communiquée, le président Obama a signé un ordre secret autorisant la CIA à mener des opérations en Libye pour renverser Kadhafi. Le *Wall Street Journal*, qui relate ceci le 31 mars, ajoute : « Les responsables de la CIA reconnaissent avoir été actifs en Libye depuis plusieurs semaines, tout comme d'autres services occidentaux. ».

Tout ceci n'est plus très secret, ça figure depuis un bon moment sur Internet, et ce qui est étonnant, c'est que les grands médias n'en aient pas dit un mot. Pourtant, on a déjà connu de nombreux exemples de « combattants de

la liberté » ainsi armés et financés par la CIA. Par exemple, dans les années 80, les milices terroristes *contras*, mises sur pied par Reagan pour déstabiliser le Nicaragua et renverser son gouvernement progressiste. N'a-t-on rien appris de l'Histoire ? Cette « gauche » européenne qui applaudit aux bombardements n'utilise pas Internet ? Faut-il s'étonner que les services italiens « balancent » ainsi les exploits de leurs confrères français et que ceux-ci « balancent » leurs collègues US ? Seulement si on croit aux belles histoires sur l'amitié entre « alliés occidentaux ». On va en parler...

A SUIVRE :

2. Les objectifs des USA vont bien au-delà du pétrole

3. Pistes pour agir

Source : www.michelcollon.info

Notes

[1] *Reuters*, 22/3.

[2] *Sunday Times*, 16 septembre 2007.

[3] *Washington Post*, 17 septembre 2007.

[4] *Collision Course*, Praeger, 2005, p.xiii.

[5] *Does America need a foreign policy ?*, Simon and Schuster, 2001, p. 111.

[6] *Le Grand Echiquier*, Paris 1997, p. 59-61.

[7] Michel Collon, *Attention, médias !* Bruxelles, 1992, p. 92.

[8] Michel Collon, *Monopoly, - L'Otan à la conquête du monde*, Bruxelles 2000, page 38.

[9] Michael Smith, La véritable information des mémos de Downing Street, *Los Angeles Times*, 23 juin 2005.

[10] *McClatchy Newspapers* (USA), 27 mars.

[11] Eva Golinger, Code Chavez, CIA contre Venezuela, Liège, 2006

7 avril 2011

<http://www.michelcollon.info/Comprendre-la-guerre-en-Libye.html>

5-2 Michel Collon : Comprendre la guerre en Libye (2/3)

8 avril 2011

Quels sont les véritables objectifs des Etats-Unis ?

A ce stade de notre réflexion, plusieurs indices permettent déjà d'écarter définitivement la thèse de la guerre humanitaire ou de la réaction impulsive face aux événements. Si Washington et Paris ont délibérément refusé toute négociation, s'ils ont « travaillé » depuis un bon moment l'opposition libyenne et préparé des scénarios détaillés d'intervention, si les porte-avions se tenaient depuis longtemps prêts à intervenir (comme l'a confirmé l'amiral Gary Roughead, chef de l'US Navy : « Nos forces étaient déjà positionnées contre la Libye », Washington, 23 mars), c'est forcément que cette guerre n'a pas été décidée au dernier moment en réaction à des événements soudains, mais qu'elle avait été planifiée. Parce qu'elle poursuit des objectifs majeurs qui dépassent largement la personne de Kadhafi. Lesquels ?

[Voir la partie 1](#)

Les objectifs des USA vont bien au-delà du pétrole

Dans cette guerre contre la Libye, Washington poursuit plusieurs objectifs simultanément : 1. Contrôler le pétrole. 2. Sécuriser Israël. 3. Empêcher la libération du monde arabe. 4. Empêcher l'unité africaine. 5. Installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique.

Ca fait beaucoup d'objectifs ? Oui. Tout comme lors des guerres précédentes : Irak, Yougoslavie, Afghanistan. En effet, une guerre de ce type coûte cher et comporte des risques importants pour l'image des Etats-Unis, surtout quand ils ne parviennent pas à gagner. Si Obama déclenche une telle guerre, c'est qu'il en attend des gains très importants.

Objectif n° 1 : Contrôler l'ensemble du pétrole

Certains disent que cette fois, ce n'est pas une guerre du pétrole, car les quantités libyennes seraient marginales dans la production mondiale et que, de toute façon, Kadhafi vendait déjà son pétrole aux Européens. Mais ils ne comprennent pas en quoi consiste la « guerre mondiale du pétrole »...

Avec l'aggravation de la crise générale du capitalisme, les grandes puissances économiques se livrent une compétition de plus en plus acharnée. Les places sont chères dans ce jeu de chaises musicales. Pour garantir une chaise à ses multinationales, chaque puissance doit se battre sur tous les fronts : conquérir des marchés, conquérir des zones de main d'œuvre profitable, obtenir de gros contrats publics et privés, s'assurer des monopoles commerciaux, contrôler des Etats qui lui accorderont des avantages... Et surtout, s'assurer la domination sur des matières premières convoitées. Et avant tout, le pétrole.

En 2000, analysant les guerres à venir dans notre livre *Monopoly*, nous écrivions : « Qui veut diriger le monde, doit contrôler le pétrole. Tout le pétrole. Où qu'il soit. ». Si vous êtes une grande puissance, il ne vous suffit pas d'assurer votre propre approvisionnement en pétrole. Vous voudrez plus, vous voudrez le maximum. Non seulement pour les énormes profits, mais surtout parce qu'en vous assurant un monopole, vous serez à même d'en priver vos rivaux trop gênants ou de les soumettre à vos conditions. Vous détiendrez l'arme absolue. Chantage ? Oui.

Depuis 1945, les Etats-Unis ont tout fait pour s'assurer ce monopole sur le pétrole. Un pays rival comme le Japon dépendait par exemple à 95% des USA pour son approvisionnement en énergie. De quoi garantir son obéissance. Mais les rapports de force changent, le monde devient multipolaire et les Etats-Unis font face à la montée de la Chine, à la remontée de la Russie, à l'émergence du Brésil et d'autres pays du Sud. Le monopole devient de plus en plus difficile à maintenir.

Le pétrole libyen, c'est seulement 1% ou 2% de la production mondiale ? D'accord, mais il est de la meilleure qualité, d'extraction facile et donc très rentable. Et surtout il est situé tout près de l'Italie, de la France et de l'Allemagne. Importer du pétrole du Moyen-Orient, d'Afrique noire ou d'Amérique latine se ferait à un coût bien supérieur. Il y a donc bel et bien bataille pour l'or noir libyen. D'autant plus pour un pays comme la France, la plus engagée dans un programme nucléaire devenu bien hasardeux.

Dans ce contexte, il faut rappeler deux faits. 1. Kadhafi désirait porter la participation de l'Etat libyen dans le pétrole de 30% à 51%. 2. Le 2 mars dernier, Kadhafi s'était plaint que la production pétrolière de son pays était au plus bas. Il avait menacé de remplacer les firmes occidentales ayant quitté la Libye par des sociétés chinoises, russes et indiennes. Est-ce une coïncidence ? Chaque fois qu'un pays africain commence à se tourner vers la Chine, il lui arrive des problèmes.

Voici un autre indice : Ali Zeidan, l'homme qui a lancé le chiffre de « six mille morts civils », qui auraient été victimes des bombardements de Kadhafi, cet homme est aussi le porte-parole du fameux CNT, le gouvernement d'opposition, reconnu par la France. Eh bien, à ce titre, Ali Zeidan a déclaré que « les contrats signés seront respectés », mais que le futur pouvoir « prendra en considération les nations qui nous ont aidés » ! C'est donc bien une nouvelle guerre du pétrole. Mais elle ne se déroule pas seulement contre la Libye...

Pourquoi ces rivalités USA – France - Allemagne ?

Si la guerre contre la Libye est juste humanitaire, on ne comprend pas pourquoi ceux qui la mènent se disputent entre eux. Pourquoi Sarkozy s'est-il précipité pour être le premier à bombarder ? Pourquoi s'est-il fâché lorsque l'Otan a voulu prendre le contrôle des opérations ? Son argument « L'Otan est impopulaire dans les pays arabes » ne tient pas debout. Comme si lui, Sarkozy, y était tellement populaire après avoir à ce point protégé Israël et Ben Ali !

Pourquoi l'Allemagne et l'Italie ont-elles été si réticentes face à cette guerre ? Pourquoi le ministre italien Frattini a-t-il d'abord déclaré qu'il fallait « défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye » et que « l'Europe ne devrait pas exporter la démocratie en Libye »^[1] ? Simples divergences sur l'efficacité humanitaire ? Non, il s'agit là aussi d'intérêts économiques. Dans une Europe confrontée à la crise, les rivalités sont de plus en plus fortes aussi. Il y a quelques mois encore, on défilait à Tripoli pour embrasser Kadhafi et empocher les gros contrats libyens. Ceux qui les avaient obtenus, n'avaient pas intérêt à le renverser. Ceux qui ne les avaient pas obtenus, y ont intérêt.

Qui était le premier client du pétrole libyen ? L'Italie. Qui était le deuxième ? L'Allemagne. Continuons avec les investissements et les exportations des puissances européennes... Qui avait obtenu le plus de contrats en Libye ? L'Italie. Numéro deux ? L'Allemagne.

C'est la firme allemande BASF qui était devenue le principal producteur de pétrole en Libye avec un investissement de deux milliards d'euros. C'est la firme allemande DEA, filiale du géant de l'eau RWE, qui a obtenu plus de quarante mille kilomètres carrés de gisements de pétrole et de gaz. C'est la firme allemande Siemens qui a joué le rôle majeur dans les énormes investissements du gigantesque projet « Great Man Made River » : le plus grand projet d'irrigation au monde, un réseau de pipelines pour amener l'eau depuis la nappe aquifère de la Nubie jusqu'au désert du Sahara. Plus de 1.300 puits, souvent à plus de cinq cents mètres de profondeur qui, une fois tous les travaux terminés, fourniront chaque jour 6,5 millions de mètres cubes d'eau à Tripoli, Benghazi, Syrte et d'autres villes. ^[2] 25 milliards de dollars qui ont attiré quelques convoitises ! De plus, avec ses pétrodollars, la Libye avait aussi engagé un très ambitieux programme pour renouveler ses infrastructures, construire des écoles et des hôpitaux et pour industrialiser le pays.

Profitant de sa puissance économique, l'Allemagne a noué des partenariats économiques privilégiés avec la Libye, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe arabe. Elle n'a donc aucune envie d'abîmer son image dans le monde arabe. Quant à l'Italie, il faut rappeler qu'elle colonisa la Libye avec une brutalité inouïe en s'appuyant sur les tribus de l'ouest contre celles de l'est. Aujourd'hui, à travers Berlusconi, les sociétés italiennes ont obtenu quelques beaux contrats. Elles ont donc beaucoup à perdre. Par contre, la France et l'Angleterre qui n'ont pas obtenu les plus beaux morceaux du gâteau, sont à l'offensive pour obtenir le repartage de ce gâteau. Et la guerre en Libye est tout simplement le prolongement de la bataille économique par d'autres moyens. Le monde capitaliste n'est vraiment pas beau.

La rivalité économique se transpose sur le plan militaire. Dans une Europe en crise et dominée par une Allemagne ultraperformante (grâce notamment à sa politique de bas salaires), la France rompt ses alliances et se tourne à présent vers la Grande-Bretagne pour tenter de rééquilibrer la situation. Paris et Londres ont davantage de moyens militaires que Berlin, et tentent de jouer cette carte pour contrer leur faiblesse économique.

Objectif n° 2 : Sécuriser Israël

Au Moyen-Orient, tout est lié. Comme Noam Chomsky nous l'a expliqué dans un entretien ^[3] : « A partir de 1967, le gouvernement US a considéré Israël comme un investissement stratégique. C'était un des commissariats de quartier chargés de protéger les dictatures arabes productrices de pétrole. ». Israël, c'est le flic du Moyen-Orient.

Seulement, le problème nouveau pour Washington, c'est que les nombreux crimes commis par Israël (Liban, Gaza, flotille humanitaire...) l'isolent de plus en plus. Les peuples arabes réclament la fin de ce colonialisme. Du coup, c'est le « flic » qui a besoin d'être protégé. Israël ne peut survivre sans un entourage de dictatures arabes ne tenant aucun compte de la volonté de leurs peuples d'être solidaires des Palestiniens. C'est pourquoi Washington a protégé Moubarak et Ben Ali, et protégera les autres dictateurs.

Les Etats-Unis craignent de « perdre » la Tunisie et l'Egypte dans les années à venir. Ce qui changerait les rapports de force dans la région. Après la guerre contre l'Irak en 2003, qui était aussi un avertissement et une intimidation envers tous les autres dirigeants arabes, Kadhafi avait senti la menace. Il avait donc multiplié les concessions, parfois exagérées, aux puissances occidentales et à leur néolibéralisme. Ce qui l'avait affaibli sur le plan intérieur des résistances sociales. Quand on cède au FMI, on fait du tort à sa population. Mais si demain la Tunisie et l'Egypte virent à gauche, Kadhafi pourra sans doute revenir sur ces concessions.

Un axe de résistance Le Caire – Tripoli – Tunis, tenant tête aux Etats-Unis et décidé à faire plier Israël serait un cauchemar pour Washington. Faire tomber Kadhafi, c'est donc de la prévention.

Objectif n° 3 : Empêcher la libération du monde arabe

Qui règne aujourd'hui sur l'ensemble du monde arabe, son économie, ses ressources et son pétrole ? Pas les peuples arabes, on le sait. Mais pas non plus les dictateurs en place. Certes, ils occupent le devant de la scène, mais les véritables maîtres sont dans les coulisses.

Ce sont les multinationales US et européennes qui décident ce qu'on va produire ou non dans ces pays, quels salaires on paiera, à qui profiteront les revenus du pétrole et quels dirigeants on y imposera. Ce sont les multinationales qui enrichissent leurs actionnaires sur le dos des populations arabes.

Imposer des tyrans à l'ensemble du monde arabe a des conséquences très graves : le pétrole, mais aussi les autres ressources naturelles servent seulement aux profits des multinationales, pas à diversifier l'économie locale et à créer des emplois. En outre, les multinationales imposent des bas salaires dans le tourisme, les petites industries et les services en sous-traitance.

Du coup, ces économies restent dépendantes, déséquilibrées et elles ne répondent pas aux besoins des peuples. Dans les années à venir, le chômage va encore s'aggraver. Car 35% des Arabes ont moins de quinze ans. Les dictateurs sont des employés des multinationales, chargés d'assurer leurs profits et de briser la contestation. Les dictateurs ont pour rôle d'empêcher la Justice sociale.

Trois cent millions d'Arabes répartis en vingt pays, mais se considérant à juste titre comme une seule nation, se trouvent donc placés face à un choix décisif : accepter le maintien de ce colonialisme ou devenir indépendants en empruntant une voie nouvelle ? Tout autour, le monde est en plein bouleversement : la Chine, le Brésil et d'autres pays s'émancipent politiquement, ce qui leur permet de progresser économiquement. Le monde arabe demeurera-t-il en arrière ? Restera-t-il une dépendance des Etats-Unis et de l'Europe, une arme que ceux-ci utilisent contre les autres nations dans la grande bataille économique et politique internationale ? Ou bien l'heure de la libération va-t-elle enfin sonner ?

Cette idée terrorise les stratèges de Washington. Si le monde arabe et le pétrole leur échappent, c'en est fini de leur domination sur la planète. Car les Etats-Unis, puissance en déclin économique et politique, sont de plus en plus contestés : par l'Allemagne, par la Russie, par l'Amérique latine et par la Chine. En outre, de nombreux pays du Sud aspirent à développer les relations Sud – Sud, plus avantageuses que la dépendance envers les Etats-Unis.

Ceux-ci ont de plus en plus de mal à se maintenir comme la plus grande puissance mondiale, capable de piller des nations entières et capable de porter la guerre partout où ils le décident. Répétons-le : si demain le monde arabe s'unit et se libère, si les Etats-Unis perdent l'arme du pétrole, ils ne seront plus qu'une puissance de second rang dans un monde multipolaire. Mais ce sera un grand progrès pour l'humanité : les relations internationales prendront un nouveau cours, et les peuples du Sud pourront enfin décider de leur propre sort et en finir avec la pauvreté.

Ceux pour qui la démocratie est dangereuse

Les puissances coloniales ou néocoloniales d'hier nous jurent qu'elles ont changé. Après avoir financé, armé, conseillé et protégé Ben Ali, Moubarak et compagnie, voilà que les Etats-Unis, la France et les autres nous inondent de déclarations touchantes. Comme Hillary Clinton : « Nous soutenons l'aspiration des peuples arabes à la démocratie. »

C'est un mensonge total. Les Etats-Unis et leurs alliés ne veulent absolument pas d'une démocratie arabe, ne veulent absolument pas que les Arabes puissent décider sur leur pétrole et leurs autres richesses. Ils ont donc tout fait pour freiner la démocratisation, pour maintenir au pouvoir des responsables de l'ancien régime. Et, quand cela échoue, pour imposer d'autres dirigeants à eux, chargés de démobiliser les résistances populaires. Le pouvoir égyptien vient par exemple de prendre des mesures anti-grèves très brutales.

Expliquer la guerre contre la Libye par cette idée qu'après la Tunisie et l'Egypte, Washington et Paris auraient « compris » et voudraient se donner bonne conscience ou en tout cas redorer leur blason, ce n'est donc qu'une grosse tromperie. En réalité, la politique occidentale dans le monde arabe forme un ensemble qui s'applique sous trois formes diverses : 1. Maintenir des dictatures répressives. 2. Remplacer Moubarak et Ben Ali par des pions sous contrôle. 3. Renverser les gouvernements de Tripoli, Damas et Téhéran pour recoloniser ces pays « perdus ». Trois méthodes, mais un même objectif : maintenir le monde arabe sous domination pour continuer à l'exploiter.

La démocratie est dangereuse quand on représente seulement les intérêts d'une toute petite minorité sociale. Ce qui fait très peur aux Etats-Unis, c'est que le mécontentement social a éclaté dans pratiquement toutes les dictatures arabes... En Irak (et nos médias n'en ont rien dit), de nombreuses grèves ont touché le pétrole, le textile, l'électricité et d'autres secteurs. A Kut, les troupes US ont même encerclé une usine textile en grève. On a manifesté dans seize des dix-huit provinces, toutes communautés confondues, contre ce gouvernement corrompu qui abandonne son peuple dans la misère. A Bahreïn, sous la pression de la rue, le roi a fini par promettre une bourse spéciale de 2.650 \$ à chaque famille. A Oman, le sultan Qaboos bin Saïd a remplacé la moitié de son gouvernement et augmenté le salaire minimum de 40%, ordonnant de créer cinquante mille emplois. Même le roi saoudien Fahd a débloqué 36 milliards de dollars pour aider les familles à bas et moyens revenus !

Evidemment, une question surgit de suite chez tous les gens simples : mais s'ils avaient tout cet argent, pourquoi le gardaient-ils dans leurs coffres ? La question suivante étant : combien d'autres milliards ont-ils volé à leurs peuples avec la complicité des Etats-Unis ? Et la dernière : comment mettre fin à ce vol ?

« Révolutions Facebook », grand complot US ou vraies révolutions ?

Une interprétation erronée s'est répandue sur Internet : les révolutions arabes auraient été déclenchées et manipulées par les Etats-Unis. Ils en auraient tiré les ficelles pour opérer des changements bien contrôlés et pouvoir attaquer la Libye, la Syrie, l'Iran. Tout aurait été « fabriqué ». L'argument pour cette thèse : des organismes plus ou moins officiels avaient invité aux USA et formé des « cyberactivistes » arabes qui ont joué un rôle en pointe dans la circulation des infos et qui ont symbolisé une révolution de type nouveau, la « révolution Facebook ».

L'idée de ce grand complot ne tient pas. En réalité, les Etats-Unis ont tout fait pour maintenir aussi longtemps que possible Moubarak, dictateur bien utile. Cependant, ils le savaient en mauvaise santé et « fini ». Dans ce genre de situations, ils préparent évidemment un « Plan B » et même un « Plan C ». Le Plan B consistait à remplacer Moubarak par un de ses adjoints. Mais ça avait peu de chances de marcher, vu la colère profonde du peuple égyptien.

Donc, ils avaient préparé aussi un, voire plusieurs Plan C, comme ils le font d'ailleurs dans pratiquement tous les pays qu'ils veulent contrôler. Ça consiste en quoi ? Ils achètent à l'avance quelques opposants et intellectuels - que ceux-ci s'en rendent compte ou non - et « investissent » donc dans l'avenir. Le jour venu, ils propulsent ces gens sur le devant de la scène. Combien de temps ça marchera, c'est une autre question dès lors que la population est mobilisée et qu'un régime, même relifté, ne peut résoudre les revendications populaires si son but est de maintenir l'exploitation des gens.

Parler de « révolution Facebook » est un mythe qui arrange bien les USA. Autant nous avons signalé depuis longtemps l'importance cruciale des nouvelles méthodes d'info et de mobilisation sur Internet, autant est absurde l'idée que Facebook remplacerait les luttes sociales et les révolutions. Cette idée convient bien aux grands capitalistes (dont Moubarak était le représentant), mais en réalité ce qu'ils craignent par dessus tout, c'est la contestation des travailleurs, car elle met directement en danger leur source de profits.

Le rôle des travailleurs

Facebook est une méthode de lutte, ce n'est pas l'essence de la révolution. Cette présentation veut escamoter le rôle de la classe ouvrière (au sens large), qui serait remplacée par Internet. En réalité, une révolution est une action par laquelle ceux d'en bas donnent leur congé à ceux d'en haut. Avec un changement radical non seulement du personnel politique, mais surtout dans les rapports d'exploitation sociale.

Aïe ! Selon nos grands penseurs officiels, ça fait longtemps qu'on n'aurait plus le droit d'employer le terme « lutte de classe » qui serait dépassé et même un peu obscène. Pas de chance pour vous, le deuxième homme le plus riche du monde, le grand boursier Warren Buffet, a lâché le morceau il y a quelque temps : « D'accord, il y a une lutte de classe en Amérique. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui fait la guerre et nous la gagnons. ».

[4] Ça, Monsieur Buffet, il ne faut jamais en jurer avant la fin de la pièce ! Rira bien...

Mais les réalités tunisiennes et égyptiennes confirment la réalité de la lutte des classes, en accord avec Monsieur Buffet... Quand Ben Ali a-t-il fait sa valise ? Le 14 janvier, quand les travailleurs tunisiens étaient engagés dans une grève générale. Quand Moubarak a-t-il quitté son trône ? Lorsqu'une puissante grève des ouvriers égyptiens a paralysé les usines de textile, la poste et même les médias officiels. Explication par Joel Beinin, professeur à l'université de Stanford et ancien directeur à l'université américaine du Caire : « Ces dix dernières années, une vague énorme de protestations sociales a touché plus de deux millions de travailleurs dans plus de trois mille grèves, sit-ins et autres formes de protestation. Tel était l'arrière-plan de tout ce soulèvement révolutionnaire des dernières semaines... Mais dans les derniers jours, on a vu des dizaines de milliers de travailleurs lier leurs revendications économiques avec l'exigence d'abolir le régime Moubarak... ». [5]

La révolution arabe ne fait que commencer. Après les premières victoires populaires, la classe dominante, toujours au pouvoir, tente d'apaiser le peuple avec quelques petites concessions. Obama souhaitait que la rue se calme au plus vite et que tout reste comme avant. Cela peut marcher un temps, mais la révolution arabe est en route. Elle peut prendre des années mais sera difficile à arrêter.

Objectif n° 4 : Empêcher l'unité africaine

Continent le plus riche de la planète, avec une profusion de ressources naturelles, l'Afrique est aussi le plus pauvre. 57% vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'1,25 \$ par jour.

La clé de ce mystère ? C'est justement que les multinationales ne paient pas ces matières premières, elles les volent. En Afrique, elles pillent les ressources, imposent des bas salaires, des accords commerciaux défavorables et des privatisations nuisibles, elles exercent toutes sortes de pressions et chantages sur des Etats faibles, elles

les étranglent par une Dette injuste, elles installent des dictateurs complaisants, elles provoquent des guerres civiles dans les régions convoitées.

L'Afrique est stratégique pour les multinationales, car leur prospérité est basée sur le pillage de ces ressources. Si un prix correct était payé pour l'or, le cuivre, le platine, le coltan, le phosphate, les diamants et les produits agricoles, les multinationales seraient beaucoup moins riches mais les populations locales pourraient échapper à la pauvreté.

Pour les multinationales des Etats-Unis et d'Europe, il est donc vital d'empêcher l'Afrique de s'unir et de s'émanciper. Elle doit rester dépendante. Un exemple, bien exposé par un auteur africain, Jean-Paul Pougala...

« L'histoire démarre en 1992 lorsque quarante-cinq pays africains créent la société RASCOM pour disposer d'un satellite africain et faire chuter les coûts de communication sur le continent. Téléphoner de et vers l'Afrique est alors le tarif le plus cher au monde, parce qu'il y avait un impôt de 500 millions de dollars que l'Europe encaissait par an sur les conversations téléphoniques même à l'intérieur du même pays africain, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat.

Un satellite africain coûtait juste 400 millions de dollars payable une seule fois et ne plus payer les 500 millions de location par an. Quel banquier ne financerait pas un tel projet ? Mais l'équation la plus difficile à résoudre était : comment l'esclave peut-il s'affranchir de l'exploitation servile de son maître en sollicitant l'aide de ce dernier pour y parvenir ? Ainsi, la Banque Mondiale, le FMI, les USA, l'Union Européenne ont fait miroiter inutilement ces pays pendant quatorze ans. C'est en 2006 que Kadhafi met fin au supplice de l'inutile mendicité aux prétendus bienfaiteurs occidentaux pratiquant des prêts à un taux usuraire ; le guide libyen a ainsi mis sur la table 300 millions de dollars, La Banque Africaine de Développement a mis 50 millions, la Banque Ouest Africaine de Développement, 27 millions et c'est ainsi que l'Afrique a depuis le 26 décembre 2007 le tout premier satellite de communication de son histoire. Dans la foulée, la Chine et la Russie s'y sont mises, cette fois en cédant leur technologie et ont permis le lancement de nouveaux satellites, sud-africain, nigérian, angolais, algérien et même un deuxième satellite africain est lancé en juillet 2010. Et on attend pour 2020, le tout premier satellite technologiquement 100% africain et construit sur le sol africain, notamment en Algérie. Ce satellite est prévu pour concurrencer les meilleurs du monde, mais à un coût dix fois inférieur, un vrai défi.

Voilà comment un simple geste symbolique de 300 petits millions peut changer la vie de tout un continent. La Libye de Kadhafi a fait perdre à l'Occident, pas seulement 500 millions de dollars par an mais les milliards de dollars de dettes et d'intérêts que cette même dette permettait de générer à l'infini et de façon exponentielle, contribuant ainsi à entretenir le système occulte pour dépouiller l'Afrique. (...) C'est la Libye de Kadhafi qui offre à toute l'Afrique sa première vraie révolution des temps modernes : assurer la couverture universelle du continent pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et de multiples autres applications telles que la télémédecine et l'enseignement à distance ; pour la première fois, une connexion à bas coût devient disponible sur tout le continent, jusque dans les zones rurales grâce au système par pont radio WMAX. » [6]

Tiens, voilà quelque chose qu'on ne nous avait pas raconté sur le méchant Kadhafi ! Qu'il aidait les Africains à s'émanciper de l'étouffante tutelle des Occidentaux. Y aurait-il encore d'autres non dits de ce genre ?

Kadhafi a défié le FMI et Obama joue les pick-pockets

Oui. En soutenant le développement du « Fonds monétaire africain » (FMA), Kadhafi a commis le crime de défier le Fonds Monétaire International (FMI). On sait que le FMI, contrôlé par les Etats-Unis et l'Europe, et présidé par Dominique Strauss-Kahn, exerce un véritable chantage sur les pays en développement. Il leur prête seulement à condition que ces pays acceptent de se défaire de leurs entreprises au profit des multinationales, de passer des commandes inintéressantes ou de réduire leurs budgets santé et éducation. Bref, ce banquier FMI est très nuisible.

Eh bien, de même que les Latinos ont lancé leur propre Banco Sur, pour contrer les chantages arrogants du FMI et décider eux-mêmes quels projets vraiment utiles ils veulent financer, voici que le FMA pourrait commencer à offrir une voie plus indépendante aux Africains. Et qui finance le FMA ? L'Algérie a fourni 16 milliards, et la Libye 10 milliards. Soit ensemble 62% de son capital.

Mais, dans la plus grande discrétion médiatique, Obama vient tout simplement de voler trente milliards au peuple libyen. Comment ça s'est passé ? Le 1er mars (bien avant la résolution de l'ONU), il a donné l'ordre au Trésor US de bloquer les dépôts de la Libye aux USA. Puis, le 17 mars, il s'est arrangé pour insérer dans la résolution 1973 de l'ONU une petite phrase autorisant à geler les avoirs de la banque centrale de Libye mais aussi de la compagnie nationale libyenne du pétrole. On sait que Kadhafi a amassé un trésor pétrolier qui lui a permis d'investir dans de grandes sociétés européennes, dans de grands projets de développement africain (et peut-être aussi dans certaines campagnes électorales européennes, mais ceci ne semble pas constituer une forme efficace d'assurance-vie !)...

Bref, la Libye est un pays assez riche (200 milliards de dollars de réserves) qui a attiré les convoitises d'une puissance hyper-endettée : les Etats-Unis. Alors, pour détourner les dizaines de milliards de dollars de la banque nationale libyenne, bref pour faire les poches du peuple libyen, Obama a simplement baptisé tout ça « source potentielle de financement du régime Kadhafi » et le tour était joué. Un vrai pick-pocket.

Malgré tous ses efforts pour amadouer l'Occident en multipliant les concessions au néolibéralisme, Kadhafi inquiétait toujours les dirigeants des Etats-Unis. Un câble de l'ambassade US à Tripoli, datant de novembre 2007, déplore cette résistance : « Ceux qui dominent la direction politique et économique de la Libye poursuivent des politiques de plus en plus nationalistes dans le secteur de l'énergie. » Refuser la privatisation tous azimuts, ça mérite donc des bombardements ? La guerre est bel et bien la continuation de l'économie par d'autres moyens.

Objectif n° 5 : Installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique

Au départ, l'Otan était censée protéger l'Europe contre la « menace militaire soviétique ». Donc, une fois l'URSS disparue, l'Otan aurait dû disparaître aussi. Mais ce fut tout le contraire... Après avoir bombardé en Bosnie en 1995, Javier Solana, secrétaire-général de l'Otan, déclarait : « L'expérience acquise en Bosnie pourra servir de modèle pour nos opérations futures de l'Otan ». A l'époque, j'avais donc écrit : « L'Otan réclame en fait une zone d'action illimitée. La Yougoslavie a été un laboratoire pour préparer de prochaines guerres. Où auront-elles lieu ? ». [7] Et je proposais cette réponse : « Axe n° 1 : Europe de l'Est. Axe n° 2 : Méditerranée et Moyen-Orient. Axe n° 3 : le tiers monde en général. » Nous y sommes, c'est ce programme qui se réalise aujourd'hui.

Dès 1999, l'Otan bombardait la Yougoslavie. Une guerre pour soumettre ce pays au néolibéralisme, ainsi que nous l'avons vu. Etudiant les analyses des stratèges US, je soulignai alors cette phrase de l'un d'eux, Stephen Blank : « Les missions de l'Otan seront de plus en plus 'out of area' (hors de sa zone de défense). Sa fonction principale deviendrait donc d'être le véhicule de l'intégration de régions toujours plus nombreuses dans la communauté occidentale économique, de sécurité, politique et culturelle. » [8]

Soumettre des régions toujours plus nombreuses à l'Occident ! J'écrivis alors : « L'Otan est l'armée au service de la globalisation, l'armée des multinationales. Pas à pas, l'Otan se transforme bel et bien en gendarme du monde. » [9]. Et j'indiquais les prochaines cibles probables de l'Otan : Afghanistan, Caucase, retour en Irak... Pour commencer.

Aujourd'hui que tout cela s'est effectivement réalisé, certains me demandent : « Vous aviez une boule de cristal ? ». Pas besoin de boule de cristal, il suffit d'étudier les documents du Pentagone et des grands bureaux de stratégie US, qui ne sont même pas secrets, et de saisir leur logique.

Et cette logique de l'Empire est en fait très simple : 1. Le monde est une source de profits. 2. Pour gagner la guerre économique, il faut être la superpuissance dominante. 3. Pour ça, il faut contrôler les matières premières, les régions et les routes stratégiques. 4. Toute résistance à ce contrôle doit être brisée : par la corruption, le chantage ou la guerre, peu importent les moyens. 5. Pour rester la superpuissance dominante, il faut absolument empêcher les rivaux de s'allier contre le maître.

Expansion de l'Otan : sur trois continents déjà !

Pour défendre ces intérêts économiques et devenir le gendarme du monde, les dirigeants de l'Otan sèment la panique : « Notre monde sophistiqué, industrialisé et complexe a été assailli par bon nombre de menaces mortelles : changement climatique, sécheresse, famine, cybersécurité, question énergétique » [10], Ainsi, des problèmes non militaires, mais sociaux et environnementaux sont utilisés comme prétextes pour augmenter les armements et les interventions militaires.

Le but de l'Otan est en fait de se substituer à l'ONU. Cette militarisation du monde rend notre avenir de plus en plus dangereux. Et cela a bien sûr un coût terrible : les Etats-Unis prévoient pour 2011 un budget militaire record de 708 milliards. Soit 2.320 dollars par habitant ! Deux fois plus qu'aux débuts de Bush. De plus, le ministre US de la Guerre, Robert Gates, ne cesse de pousser les Européens à dépenser plus : « La démilitarisation de l'Europe constitue un obstacle à la sécurité et à une paix durable au 21ème siècle. » [11] Les pays européens ont dû s'engager envers Washington à ne pas diminuer leurs dépenses militaires. Tout profit pour les firmes d'armement.

L'expansion mondiale de l'Otan n'a rien à voir avec Kadhafi, Saddam Hussein ou Milosevic. Il s'agit d'un plan global pour maintenir la domination sur la planète et ses richesses, pour maintenir les privilèges des multinationales, pour empêcher les peuples de choisir leur propre voie. L'Otan a protégé Ben Ali, Mubarak et les tyrans d'Arabie saoudite, l'Otan protégera ceux qui vont leur succéder, l'Otan brisera seulement ceux qui résistent à l'Empire.

Pour devenir gendarme du monde, l'Otan avance en effet pas à pas. Une guerre en Europe contre la Yougoslavie, une guerre en Asie contre l'Afghanistan et à présent, une guerre en Afrique contre la Libye. Déjà trois continents ! Elle avait bien été tentée d'intervenir aussi en Amérique latine en organisant des manœuvres contre le Venezuela il y a deux ans. Mais là, c'était trop risqué, car l'Amérique latine est de plus en plus unie et refuse les « gendarmes » des USA.

Pourquoi Washington veut-elle absolument installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique ? A cause des nouveaux rapports de forces mondiaux, analysés plus haut : Etats-Unis en déclin, contestés : par l'Allemagne, la Russie, l'Amérique latine et la Chine, et même par des pays petits et moyens du tiers monde.

Pourquoi ne parle-t-on pas d'Africom ?

Ce qui inquiète le plus Washington, c'est la puissance croissante de la Chine. Proposant des relations plus égalitaires aux pays asiatiques, africains et latino-américains, achetant les matières premières à meilleur prix et sans chantage colonial, proposant des crédits plus intéressants, réalisant des travaux d'infrastructure utiles au développement, la Chine leur offre une alternative à la dépendance envers Washington, Londres ou Paris. Alors, que faire pour contrer la Chine ?

Le problème, c'est qu'une puissance en déclin économique a moins de moyens de pression financière même sur les pays africains, les Etats-Unis ont donc décidé d'utiliser leur meilleure carte : la carte militaire. Il faut savoir que leurs dépenses militaires dépassent celles de tous les autres pays du globe réunis. Depuis plusieurs années, ils avancent peu à peu leurs pions sur le continent africain. Le 1er octobre 2008, ils ont installé « Africom » (Africa Command). Tout le continent africain (à l'exception de l'Egypte) a été placé sous un seul commandement US unifié regroupant l'US Army, l'US Navy, l'US Air Force, les Marines et les « opérations spéciales » (débarquements, coups d'Etat, actions clandestines...). L'idée étant de répéter ensuite le mécanisme avec l'Otan pour appuyer les forces US.

Washington, voyant des terroristes partout, en a trouvé en Afrique aussi. Comme par hasard aux alentours du pétrole nigérian et d'autres ressources naturelles convoitées. Donc, si vous voulez savoir où se dérouleront les prochains épisodes de la fameuse « guerre contre le terrorisme », cherchez sur la carte le pétrole, l'uranium et le coltan, et vous aurez trouvé. Et comme l'Islam est répandu dans de nombreux pays africains, dont le Nigéria, vous avez déjà le prochain scénario...

Objectif réel d'Africom : « stabiliser » la dépendance de l'Afrique, l'empêcher de s'émanciper, l'empêcher de devenir un acteur dépendant qui pourrait s'allier à la Chine et à l'Amérique latine. Africom constitue une arme essentielle dans les plans de domination mondiale des Etats-Unis. Ceux-ci veulent pouvoir s'appuyer sur une Afrique et des matières premières sous contrôle exclusif dans la grande bataille qui s'est déclenchée pour le contrôle de l'Asie et pour le contrôle de ses routes maritimes. En effet, l'Asie est le continent où se joue d'ores et déjà la bataille économique décisive du 21^{ème} siècle. Mais c'est un gros morceau avec une Chine très forte et un front d'économies émergentes qui ont intérêt à former un bloc. Washington veut dès lors contrôler entièrement l'Afrique et fermer la porte aux Chinois.

La guerre contre la Libye est donc une première étape pour imposer Africom à tout le continent africain. Elle ouvre une ère non de pacification du monde, mais de nouvelles guerres. En Afrique, au Moyen-Orient, mais aussi tout autour de l'Océan indien, entre l'Afrique et la Chine.

Pourquoi l'Océan indien ? Parce que si vous regardez une carte, vous voyez que c'est la porte de la Chine et de l'Asie toute entière. Donc, pour contrôler cet océan, Washington cherche à maîtriser plusieurs zones stratégiques : 1. Le Moyen-Orient et le Golfe persique, d'où sa nervosité à propos de pays comme l'Arabie saoudite, le Yemen, Bahrein et l'Iran. 2. La Corne de l'Afrique, d'où son agressivité envers la Somalie et l'Erythrée. Nous reviendrons sur ces géostratégies dans le livre Comprendre le monde musulman – Entretiens avec Mohamed Hassan que nous préparons pour bientôt.

Le grand crime de Kadhafi

Revenons à la Libye. Dans le cadre de la bataille pour contrôler le continent noir, l'Afrique du Nord est un objectif majeur. En développant une dizaine de bases militaires en Tunisie, au Maroc et en Algérie ainsi que dans d'autres nations africaines, Washington s'ouvrirait la voie pour établir un réseau complet de bases militaires couvrant l'ensemble du continent.

Mais le projet Africom a rencontré une sérieuse résistance des pays africains. De façon hautement symbolique, aucun n'a accepté d'accueillir sur son territoire le siège central d'Africom. Et Washington a dû maintenir ce siège à... Stuttgart en Allemagne, ce qui était fort humiliant. Dans cette perspective, la guerre pour renverser Kadhafi est au fond un avertissement très clair aux chefs d'Etat africains qui seraient tentés de suivre une voie trop indépendante.

Le voilà, le grand crime de Kadhafi : la Libye n'avait accepté aucun lien avec Africom ou avec l'Otan. Dans le passé, les Etats-Unis possédaient une importante base militaire en Libye. Mais Kadhafi la ferma en 1969. C'est évident, la guerre actuelle a notamment pour but de réoccuper la Libye. Ce serait un avant-poste stratégique permettant d'intervenir militairement en Egypte si celle-ci échappait au contrôle des Etats-Unis.

Quelles sont les prochaines cibles en Afrique ?

La question suivante sera donc : après la Libye, à qui le tour ? Quels autres pays africains pourraient être attaqués par les Etats-Unis ? C'est simple. Sachant que la Yougoslavie avait aussi été attaquée parce qu'elle refusait de rentrer dans l'Otan, il suffit de regarder la liste des pays n'ayant pas accepté de s'intégrer dans Africom, sous le commandement militaire des Etats-Unis. Il y en a cinq : Libye, Soudan, Côte d'Ivoire, Zimbabwe, Erythrée. Voilà les prochaines cibles.

Le Soudan a été scindé et placé sous la pression de sanctions internationales. Le Zimbabwe est sous sanctions également. La Côte d'Ivoire s'est vu imposer une guerre civile fomentée par l'Occident. L'Erythrée s'est vu imposer une guerre terrible par l'Ethiopie, agent des USA dans la région, elle est sous sanctions également. Tous ces pays ont été ou vont être l'objet de campagnes de propagande et de désinformation. Qu'ils soient dirigés ou non par des dirigeants vertueux et démocratiques n'a rien à voir. L'Erythrée tente une expérience de développement économique et sociale autonome en refusant les « aides » que voudraient lui imposer la Banque mondiale et le FMI contrôlés par Washington. Ce petit pays remporte de premiers succès dans son développement, mais il est sous menace internationale. D'autres pays, s'ils « tournent mal », sont également dans le collimateur des Etats-Unis. L'Algérie particulièrement. En fait, il ne fait pas bon suivre sa propre voie... Et pour ceux qui croiraient encore que tout ceci relève d'une « théorie du complot », que les USA ne programment pas tant de guerres mais improvisent en réagissant à l'actualité, rappelons ce qu'avait déclaré en 2007 l'ex-général Wesley Clark (commandant suprême des forces de l'Otan en Europe entre 1997 et 2001, qui dirigea les bombardements sur la Yougoslavie) : « En 2001, au Pentagone, un général m' a dit : 'Je viens de recevoir un mémo confidentiel ('classified') du secrétaire à la Défense : nous allons prendre sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran'. » [12] Des rêves à la réalité, il y a une marge, mais les plans sont là. Juste retardés.

Source : www.michelcollon.info

[1] Marianna Lepore, The war in Libya and Italian interests, inaltreparole.net, 22 février.

[2] Ron Fraser, Libya accelerates German-Arabian peninsula alliance, Trumpet.com, 21 mars

[3] Michel Collon, Israël, parlons-en !, Bruxelles 2010, p. 172.

[4] New York Times Magazine, novembre 2006.

[5] Interview radio Democracy now, 10 février.

[6] J-P Pougaldas, Les mensonges de la guerre contre la Libye, palestine-solidarite.org, 31 mars

[7] Michel Collon, Poker menteur, Bruxelles, 1998, p 160-168.

[8] Nato after enlargement, US Army War College, 1998, p. 97.

[9] Michel Collon, Monopoly – L'Otan à la conquête du monde, Bruxelles 2000, pp. 90 et 102).

[10] Assemblée commune Otan – Lloyd's à Londres, 1er octobre 2009.

[11] Nato Strategic Concept seminar, Washington, 23 février 2010.

[12] Interview radio Democracy Now, 2 mars 2007

Les articles publiés sur michelcollon.info sont libres de droit. Vous pouvez les reprendre sur vos blogs ou sites sans oublier de mentionner la source et l'auteur.

<http://www.michelcollon.info:80/Comprendre-la-guerre-en-Libye-2-3.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19